



Ce document a été produit par et pour la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ). Notre organisation encourage la diffusion et la distribution de ses idées, valeurs et principes. Ainsi, sauf avis contraire, la reproduction en totalité ou en partie de ce document est autorisée à des fins non commerciales. La mention de la source est cependant obligatoire.

Ont participé à la production de ce document :

**Rédaction**

Denis Bolduc

Sami Dellah

Jean Laverdière

Chu Anh Pham

Patrick Rondeau

**Relecture, graphisme et mise en page**

Joelle Vescovi

**Crédit photos**

FTQ

**Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)**

565, boulevard Crémazie Est, bureau 12100

Montréal (Québec) H2M 2W3

Téléphone : 514 383-8000

Télécopieur : 514 383-0311

Sans frais : 1 877-897-0057

[www.ftq.qc.ca](http://www.ftq.qc.ca)

Dépôt légal – 1e trimestre 2025

Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ)

ISBN 978-2-89639-495-1

Document imprimé au service de l'imprimerie de la FTQ



# TABLE DES MATIÈRES

<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>2</b>
Qu'est-ce qu'une COP?.....	2
Les enjeux de la COP28.....	3
<b>PRÉPARATION DE LA DÉLÉGATION FTQ À LA COP 28.....</b>	<b>4</b>
Transport aérien.....	4
Hébergement.....	4
Soutien financier.....	4
Communications.....	4
Accréditations.....	5
Sessions de formation.....	5
Solidarité internationale.....	6
<b>DÉROULEMENT DE LA COP28.....</b>	<b>6</b>
Logistique.....	6
<b>COP28.....</b>	<b>8</b>
Négociations.....	8
Réseautage.....	9
Aspects logistiques de la COP sur place.....	9
Compétences acquises.....	10
<b>CONCLUSION SYNTHÈSE.....</b>	<b>11</b>
<b>ANNEXES</b>	
<b>RAPPORTS QUOTIDIENS.....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE DU MONDE OUVRIER.....</b>	<b>35</b>
<b>COMMUNIQUÉS DE PRESSE.....</b>	<b>36</b>
<b>ENTREVUES.....</b>	<b>42</b>

## INTRODUCTION

La 28<sup>e</sup> Conférence des parties (COP28) s'est tenue du 30 novembre au 12 décembre 2023, à Dubaï, aux Émirats arabes unis. La Fédération des travailleurs et des travailleuses du Québec (FTQ) était présente, accompagnée de représentants et représentantes de ses syndicats affiliés. La centrale poursuit donc son engagement dans les COP depuis 2015, pour donner une voix aux travailleurs et aux travailleuses sur les enjeux liés à la lutte contre les changements climatiques et à la transition juste.

Membres de la délégation FTQ :

- Denis Bolduc, FTQ
- Chu Anh Pham, FTQ
- Magali Picard, FTQ
- Patrick Rondeau, FTQ
- Emmanuel Patola, SCFP-Québec
- Marc Glogowski, SEPB-Québec
- Kathia Narcisse, SEPB-Québec
- Sami Dellah, TUAC-501
- Simon Lavigne, UNIFOR



À cette délégation se greffait Janie Béique, présidente et cheffe de la direction du Fonds de solidarité FTQ et Philippe P. Huneault, V.-p., Placements privés et investissements d'impact, Technologies et gestion de fonds, et développement à l'international des entreprises du Fonds de solidarité FTQ.

### Qu'est-ce qu'une COP ?

La Conférence des parties (COP) de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) réunit 198 pays qui doivent s'entendre autour d'accords, de protocoles ou de mécanismes permettant d'élaborer une réponse aux changements climatiques. La tâche est ardue, puisqu'il n'y a pas de vote ! Les décisions se prennent par consensus. C'est la CCNUCC qui coordonne les

travaux des États, mais elle permet également de faciliter la contribution de la société civile.

Bien que la CCNUCC coordonne l'ensemble du programme climatique, c'est au pays hôte d'assumer le secrétariat et les orientations d'une COP. C'est donc aux Émirats arabes unis (ÉAU) qu'a été donné ce mandat pour 2023. Les COP ne peuvent contraindre des États à mettre en place des actions précises. Par exemple, une COP ne pourrait pas exiger que la Chine ferme ses centrales au charbon en se coordonnant avec un échéancier précis. Les COP visent plutôt à négocier des accords-cadres et des mécanismes pour atteindre des objectifs globaux. Il revient donc aux gouvernements d'adopter des politiques domestiques pour respecter leurs engagements internationaux. Ces accords, protocoles et mécanismes deviennent donc une feuille de route que les États doivent suivre.

Par exemple, quelle méthode a été utilisée pour calculer les GES et quels plans ont été mis en place pour les réduire ? Plus les textes sont contraignants, plus les plans d'action au niveau domestique doivent être précis et ambitieux. Il en revient donc aux organisations de la société civile de s'assurer de la reddition de compte des États.

Malgré l'aspect non contraignant, il n'en demeure pas moins que les États doivent divulguer l'avancement de leurs travaux et démontrer qu'ils mettent en place les mesures nécessaires pour atteindre les cibles auxquelles ils ont souscrit. Il n'y a pas de mécanismes punitifs au niveau de la CCNUCC, mais les conséquences sont réelles et minent la diplomatie climatique internationale.

Spécifiquement, une COP fonctionne selon les paramètres suivants :

- ✓ Reconnaît qu'il y a un problème selon le Protocole de Montréal (1987);
- ✓ Fixe un objectif élevé et précis : Stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre;
- ✓ Montre la voie : Il incombe aux pays développés de montrer l'exemple. Responsabilité commune, mais différenciée selon les moyens;
- ✓ Oriente les nouveaux fonds vers les activités liées aux changements climatiques dans les pays en développement : Finance climatique;
- ✓ Garde un œil sur le problème et sur ce qui est fait pour y remédier : Reddition de compte;
- ✓ Trace les débuts d'un chemin pour trouver

- un équilibre délicat : Protocole de Kyoto;
- ✓ Lance la réflexion formelle sur les mesures d'adaptation aux changements climatiques.

Company. Face au spectre évident de possibilité de conflit d'intérêts, plusieurs pays ont demandé que la présidence soit changée. En bout de ligne, ce sera Al Jaber qui présidera la COP28.

## Les enjeux de la COP28

Amnistie internationale a également alerté plusieurs États sur les dangers présents aux ÉAU concernant



Il est de notoriété que les ÉAU reposent sur une économie liée au pétrole. Il est également connu que les syndicats y sont interdits. Autrement dit, le droit de s'associer et de s'organiser est illégal. Ces deux aspects ont profondément inquiété plusieurs États membres de la CCNUCC et les organisations de la société civile. La FTQ a partagé ces craintes. Ces inquiétudes n'ont néanmoins pas remis en question le choix de Dubaï pour organiser cette 28<sup>e</sup> COP. Pourquoi ? Parce qu'il y a un principe de rotation continental pour établir l'endroit de la prochaine COP. Cet endroit fait l'objet d'une décision, lors d'une COP précédente. Comme les décisions se prennent par consensus, l'endroit est adopté s'il n'y a pas d'opposition. Cette rotation permet d'obtenir le point de vue du continent ou de la région attachés au pays hôte. Cependant, il revient au pays hôte de présider la COP, d'établir les sujets prioritaires, de s'assurer de l'organisation du travail, d'écrire les textes et de conclure avec une décision consensuelle.

Ce n'est donc pas explicitement contre Dubaï ou les ÉAU sur lesquelles se sont exprimées certaines réserves et oppositions, mais plutôt dans le choix du président de la COP28. Les ÉAU ont rompu avec une longue tradition en nommant quelqu'un provenant du secteur privé pour présider la COP. Jusque-là, toutes les présidences avaient été assumées par des personnes représentant leur gouvernement (ministres, etc.). De plus, le président de la COP28, le Dr Sultan Al Jaber, est le directeur général et PDG du groupe pétrolier Abu Dhabi National Oil

les Droits humains et les enjeux d'espionnage. Il y a également plusieurs prisonniers politiques dans les prisons de Dubaï.

Depuis la COP21 (2015), les États s'efforcent de mettre en place des mesures pour prévenir l'élévation des températures sous la barre du 1,5 °C. Malgré les efforts, le réchauffement climatique a passé la barre de 1,2 °C et il ne reste que 50 % de chance de prévenir une élévation sous la barre de 1,5 °C d'ici 2030. La raison principale du réchauffement climatique est l'enjeu énergétique, notamment l'exploration, l'exploitation et la combustion des énergies fossiles. 82 % des énergies mondiales sont présentement de nature fossile. Malgré une mention faible dans le Pacte de Glasgow en 2021, il n'y a pas de textes contraignants permettant d'adresser adéquatement cette situation. Les attentes étaient donc grandes envers la présidence de la COP28.

En plus des enjeux énergétiques, les échecs répétés des pays développés de verser 100 milliards \$ pour soutenir l'adaptation des pays en voie de développement ont exaspéré ces derniers. C'est donc dans un contexte de crise de confiance concernant les enjeux de finance climatique que s'est déroulée la COP28. L'un des principaux enjeux de la COP à Dubaï sera donc de négocier les mécanismes d'un nouveau fonds sur les pertes et dommages adopté à la COP27. À ceci s'ajoutent les conflits armés en Ukraine et en Palestine qui accentuent les tensions géopolitiques.

# PRÉPARATION DE LA DÉLÉGATION FTQ À LA COP 28

## Transport aérien

Le rôle de la FTQ est d'encadrer sa délégation dans la logistique de la COP et de proposer des sessions de formation pour bien préparer le séjour. Du côté de la logistique, la FTQ ne réserve pas les billets d'avion, c'est aux syndicats affiliés de faire leurs propres démarches. La raison étant que le coût d'une réservation de groupe serait plus élevé que des réservations individuelles. Cependant, la FTQ produit un fichier collaboratif Excel pour que les personnes délégués puissent échanger leurs informations concernant leur vol. Cela permet à certaines personnes de réserver un siège sur le même vol. De plus, ce fichier est utile pour coordonner les arrivées avec les hôtels. Encore une fois cette année, cet outil a été grandement apprécié. Les personnes de la délégation et l'adjointe administrative au dossier ont proposé les ajouts suivants :

- ✓ S'assurer que toutes les personnes ont rempli toutes les informations demandées;
- ✓ S'assurer d'inclure le numéro du vol;
- ✓ Ajouter les numéros de réservation pour les chambres d'hôtel;
- ✓ Ajouter les noms des hôtels où logent les personnes déléguées.

## Hébergement

Concernant l'hébergement, la FTQ sélectionne un hôtel en février ou en mars. Par la suite, elle effectue la réservation. Tout dépendant des politiques de l'hôtel, la facture est habituellement acquittée par la FTQ avant l'été. Par la suite, la centrale facture les syndicats affiliés. Cette méthode permet de réserver des chambres à un taux moins élevé et prévient les annulations de dernière minute. Pour la COP28, la délégation a séjourné au Marina Byblos Hôtel, à l'exception d'Unifor, au coût d'environ 335 \$ CAD/nuit. Malheureusement, la situation chaotique des réservations d'hôtel lors d'une COP complique la coordination avec d'autres organisations ne permettant pas la collaboration en étant tous et toutes sous le même toit.

## Soutien financier

Depuis maintenant deux ans, la FTQ bénéficie d'un soutien financier de la Caisse des travailleurs et des

travailleuses unis. Ce soutien est grandement apprécié par la centrale et permet d'améliorer sa participation. Les paramètres de l'entente conclue avec la Caisse étaient les suivants :

- ✓ Soutien aux communications : 4 000 \$;
- ✓ Soutien pour la participation d'une personne jeune, idéalement de genre féminin et issue de la diversité : 4 000 \$;
- ✓ Don pour supporter les soupers de la délégation : 2 000 \$

La FTQ tient à souligner le support et l'engagement de la Caisse des travailleurs et des travailleuses unis.



De son côté, la FTQ a contribué à faciliter la participation de syndicats provenant de pays en voie de développement issus de la francophonie en mettant en place un fonds d'appui. Plusieurs syndicats et conseils régionaux ont participé à l'effort en amassant 6 000\$. Cela a permis de soutenir la participation de Mohamed Raouindi, de l'Union marocaine du travail (UMT). Cependant, le processus de soutien s'est fait environ un mois avant la COP, ce qui a occasionné plusieurs problèmes logistiques, notamment au niveau du transfert bancaire. Il est donc proposé d'amorcer le processus avant les vacances estivales. Cela permettrait également à la ou les personnes soutenues d'échanger avec la délégation de la FTQ avant la COP.

## Communications

Lors des trois dernières conférences des Nations Unies sur les changements climatiques (Glasgow, en Écosse, Charm el-Cheikh, en Égypte, et Dubaï, aux Émirats arabes unis), trois personnes différentes ont assumé les communications sur place, ce qui n'est pas idéal et rend la tâche plus difficile pour l'individu concerné.

Malgré ces circonstances, tôt avant le départ pour Dubaï, un plan de communications a été mis en place par le service de l'Information en collaboration avec les membres de la délégation. Malheureusement, pour des raisons précisées plus loin dans ce document, ce plan a dû être quasi totalement mis de côté, demandant une réévaluation et une adaptation ponctuelle.

Néanmoins, des nouveautés ont été mises en place. Deux vidéos ont notamment été réalisées; l'une pour expliquer le rôle des COP et l'autre sur le travail de la FTQ dans ces événements. Une troisième vidéo portant sur les résultats devait être réalisée, mais le roulement de personnel dans le service de l'information n'a pas permis d'y arriver.

Concernant les outils informatiques, plusieurs membres de la délégation ont avoué avoir été complètement perdus, notamment avec les nombreux liens URL qui leur ont été donnés.

Il en va de même avec le dossier Google drive mis en place depuis la COP26. D'un autre côté, les membres de la délégation qui ont utilisé ces outils les ont trouvés forts aidants. De plus, le PowerPoint de la dernière session de formation regroupe tous les liens utiles et devient un outil de première ligne. Cependant, cela démontre que ce ne sont pas tous les membres de la délégation qui ont la même aisance avec les outils informatiques et que cet aspect doit être abordé lors de session de formation.

## Accréditations

La FTQ est une organisation enregistrée à la CC-NUCC et possède donc ses propres accréditations. Cependant, le nombre a toujours été insuffisant eu égard à la taille de la délégation. Il faut donc trouver des accréditations extérieures à celles de la FTQ. Depuis maintenant trois ans, le travail de la FTQ est reconnu par le gouvernement canadien et la FTQ peut donc bénéficier d'une accréditation de partie, au nom du Canada. Les autres accréditations ont été trouvées auprès d'autres organismes.

Dans la mesure où Chu Anh Pham disposait de deux accréditations, l'une pour chaque semaine, il y a de la confusion concernant la confirmation des lettres de créance. Cette situation est à surveiller pour les prochaines COP.

Des suggestions avaient été faites aux membres du bureau de direction de la FTQ pour favoriser une balance de genre dans la délégation.

De plus, après 8 ans de participation dans les COP, il est recommandé de ne plus organiser des délégations dépassant dix personnes.

## Accréditations

La ventilation des accréditations pour la COP28 était la suivante :

### Partie – Canada

Patrick Rondeau

Sami Dellah (par l'entremise du réseau saction climat Canada (CAN-RAC))

### Confédération syndicale internationale (CSI)

Magali Picard (pour 1 semaine)

### Observateur – FTQ

Denis Bolduc (pour 1 semaine)

Chu Anh Pham

Marc Glogowski

Kathia Narcisse

Emmanuel Patola

Simon Lavigne

### Observateur – CAN-RAC

Chu Anh Pham

## Sessions de formation

La FTQ a organisé cinq sessions de formation entre le 27 mars et le 17 novembre 2023. Normalement, le service de l'Environnement et de la Transition juste de la FTQ organise environ trois sessions de plus. En 2023, cela n'a pas été possible, puisque le directeur du service a été en arrêt de travail pendant trois mois. Les sessions durent deux heures chacune.

### Les sessions de formation avaient le format suivant :

- ✓ Mise à jour de la COP : Informations d'ordre politique sur les événements entourant la prochaine COP, dont : les enjeux, le bilan des rencontres présessions, l'organisation de l'agenda, le suivi des groupes de travail, etc.;
- ✓ Logistique : Informations sur l'hébergement, le transport, les accréditations et le pays hôte (sécurité, monnaie, coutumes, etc.);
- ✓ Tâches, mandats, intérêts, négociations et réseautage : Il est important que les membres de la délégation aient un mandat clair de leur organisation et des tâches précises, puisqu'une COP est immense et va très vite.

Un point est donc toujours accordé pour parcourir ces éléments et s'assurer que cela soit partagé entre les membres de la délégation. Cela facilite grandement la participation sur place, lors des COP;

- ✓ Calendrier des rencontres : webinaires, rencontres stratégiques, activités lors de la COP, etc.
- ✓ Questions et varia.

Les membres de la délégation apprécient grandement ces sessions de formation et sont très assidus dans leur participation. Cependant, ils considèrent que les autres rencontres auxquelles ils sont conviés; CAN-Rac, le Congrès du travail du Canada (CTC), la CSI, et Environnement et changements climatiques Canada (ECCC) peuvent être redondantes et quelques fois moins utiles. Il est recommandé de bien expliquer la dynamique de ces rencontres avant d'envoyer les invitations. Cependant, les membres reconnaissent que les deux sessions de CAN-Rac, sur le contexte et la logistique de la COP, ont été fort utiles. Concernant la rencontre préparatoire avec le CTC, bien que mal adaptée pour les membres de la délégation, elle permet néanmoins de rencontrer leurs collègues canadiennes et canadiens. Il est recommandé d'explorer d'autres formules pour faciliter ce réseautage.

De plus, les deux dernières COP se sont déroulées dans des pays autoritaires, où les enjeux de sécurité étaient importants, notamment pour les femmes. Il est demandé d'aborder plus tôt les enjeux de sécurité sur le pays hôte, dans le but de rassurer.

Finalement, depuis deux ans, l'événement Dialogues pour le climat, que la FTQ co-coordonne, organise une session de formation en personne, pour les organisations du Québec, qui participent à la COP. Les membres de la délégation apprécient grandement cette journée de formation et demande qu'elles se poursuivent pour les prochaines années. L'objectif de cette journée est d'expliquer la nécessité des COP, leur histoire, les enjeux et permet de planifier des stratégies.

### Solidarité internationale

La FTQ a contribué à l'enjeu de la balance régionale concernant la participation des personnes provenant des pays en voie de développement.

Une proposition a été faite au niveau du bureau de direction de la FTQ pour créer un fonds d'appui à la participation d'une personne provenant de syndicats francophones de pays en voie de développe-

ment. Le montant amassé, 6 000\$, pour la COP28 a permis d'appuyer la participation de Mohamed Raouindi, de l'Union générale du travail du Maroc.

Cependant, la logistique s'est mise en place très tardivement et les enjeux de transferts bancaires ont été très laborieux. De plus, les membres de la délégation n'ont rencontré Mohamed qu'à la COP28. Il est donc recommandé de débiter le processus de sélection beaucoup plus tôt et d'inviter la personne choisie lors d'au moins une session de formation pour l'introduire à la délégation de la FTQ.



## DÉROULEMENT DE LA COP28

### Logistique

#### Communications

Pour les bonnes ou les mauvaises raisons, les médias québécois ont démontré de l'intérêt pour couvrir la participation de la FTQ à la COP. La présence à Dubaï de la présidente de la FTQ, au moment où se poursuivaient les négociations des employé.e.s du secteur public les a excités.

Compte tenu de l'impact médiatique négatif causé par sa présence aux Émirats arabes unis, il a été décidé de rapatrier la présidente rapidement.

Le retour précipité de cette dernière et la crise médiatique ont fait en sorte que cette édition de la

conférence annuelle a été celle la plus médiatisée de toutes les conférences auxquelles notre organisation a participé.

En effet, les médias québécois ont été nombreux à solliciter des entrevues avec les dirigeants de la FTQ, principalement la présidente, qui ne s'est pas défilée. À chaque occasion, lors des entrevues, la présidente et le secrétaire général en ont profité pour insister sur l'importance pour la société civile et le mouvement syndical d'être présents à ces conférences.

De plus, le directeur du Service de l'Environnement de la FTQ a été autorisé à commenter les travaux de la FTQ au quotidien La Presse et à RDI.

Cette décision de rapatrier la présidente, bien qu'elle n'ait pas fait l'unanimité dans les rangs même de la FTQ, a été saluée par l'ensemble des médias, commentateurs et spécialistes de la gestion de crise. Elle a cependant eu pour conséquence malheureuse d'éclipser le travail de la délégation sur les réseaux sociaux.

Compte tenu de la couverture médiatique négative et de l'avalanche de commentaires extrêmement odieux et vulgaires sur les réseaux sociaux à l'endroit de la présence d'une délégation FTQ et, particulièrement, à l'endroit de la présidente, il a été décidé par la direction, suivant la recommandation du service des communications, d'instaurer un blackout sur les communications relatives à la COP28. L'objectif de cette action était de calmer les agressions verbales sur nos réseaux sociaux et dans les médias.

Néanmoins, constatant la victoire historique du mouvement syndical par l'adoption du Programme de travail sur la transition juste, un communiqué de presse a été émis par la FTQ, mais non publié sur les réseaux sociaux.

Des résumés quotidiens du travail de chacun des membres de la délégation ont été produits pour la FTQ et ses affiliés, ce qui a été grandement apprécié. Ces rapports (en annexe) ont également été envoyés à la Caisse des Travailleuses et Travailleurs unis et au Fonds de solidarité FTQ qui désiraient demeurer être informés.

Au final, une page complète faisant le bilan de la COP 28, a été publiée dans l'édition Hiver 2024, du Monde ouvrier.

Toute la couverture médiatique négative a été dirigée vers la FTQ qui aurait certainement bénéficié

d'une réaction coordonnée des alliés et groupes environnementaux également présents à la COP afin de défendre la présence de la société civile à cette conférence.

Il va sans dire que toute cette situation a créé une réelle frustration chez les membres de la délégation qui ont eu le sentiment que leur travail n'a pas été reconnu à sa juste valeur. Certains affiliés ont même remis en question leur participation à la prochaine COP.

Malgré toute cette polémique, les membres de la délégation disent avoir apprécié le travail de la conseillère qui se trouvait sur place et réitèrent l'importance d'avoir quelqu'un dans la délégation qui prend en charge les communications.

Toute cette saga démontre que le rôle des syndicats dans les négociations climatiques demeure grandement méconnu et que des efforts doivent être consacrés pour mieux faire comprendre cette nécessaire présence à la COP.

Les canaux utilisés lors de la COP28 pour les diverses délégations et groupes de travail ont été WhatsApp et Signal. La FTQ a privilégié WhatsApp pour ses communications internes. L'utilisation de Slack a été abandonnée. Plusieurs personnes trouvent cet outil de communication moins convivial.

La circonscription syndicale, Trade Unions NGO (TUNGO) utilise un outil collaboratif en ligne, un tiny.url pour informer les membres de la délégation syndicale internationale. Les membres de la délégation FTQ ont trouvé cet outil confus et compliqué par moment. Il est proposé de mieux utiliser les outils syndicaux de communication.



## Horaire

Les journées se déroulaient essentiellement de la même façon pour les membres de la délégation :

1. Rencontres de coordination entre 8 h 30 et 11 h : ECCC, TUNGO et CAN-Rac;
2. Négociations entre 10 h et 20 h;
3. Conférences et ateliers entre 9 h et 20 h;
4. Rencontres bilatérales : autres circonscriptions, États ou ONG;
5. Rencontres politiques : Parti Libéral du Québec, Bloc Québécois et sénatrice Rosa Galvez (ci-dessous).



Les membres de la délégation ont apprécié les rencontres de coordination du matin, puisqu'elles permettaient de faire le bilan de la journée précédente et de planifier la journée. Les rencontres avec ECCC permettaient de connaître le positionnement du Canada dans les négociations et à ces derniers de consulter la société civile. La rencontre de TUNGO permettait de planifier les actions selon les priorités syndicales. Malgré cela, les négociations sur le Just Transition Work Programme ont accaparé la majorité du temps des rencontres de coordination de TUNGO au détriment des autres sujets. Finalement, les rencontres de CAN-Rac permettaient de faire le point entre organisations de la société civile canadienne.

Lors des COP précédentes, des rencontres de débriefing avaient lieu à l'hôtel, en fin de soirée. Il a été très difficile d'être assidu et de faire ces rencontres de débriefing lors de cette COP, puisque plusieurs membres avaient des activités en soirée, contrairement aux années précédentes. Il est recommandé de repenser les rencontres de débriefing de la délégation.

## COP28

### Négociations

De façon générale, les membres de la délégation concluent qu'il leur aurait fallu avoir une meilleure compréhension des enjeux locaux et internationaux pour bien comprendre les dynamiques de diplomatie climatique.

Plusieurs membres de la délégation ont suivi des agendas précis de négociation, tels que :

- ✓ Article 6 : Emmanuel Patola;
- ✓ New Collective Quantified Goals (NCQG): Sami Dellah;
- ✓ Finance climatique: Sami Dellah;
- ✓ Just Transition Work Programme (JTWP): Patrick Rondeau et Simon Lavigne;
- ✓ Forum on the Implementation of Response Measures et KCI: Patrick Rondeau et Simon Lavigne;
- ✓ Global Stocktake (GST): Patrick Rondeau;
- ✓ Action for Climate Empowerment: Marc Glogowski.
- ✓ Jeunes et enfants : Kathia Narcisse.



Les observateurs ont largement été admis dans les salles de négociation lors de la première semaine, mais il est devenu plus difficile pour eux de suivre dans la deuxième semaine, les rencontres étant majoritairement tenue à huis clos. Cette situation, qui perdure depuis la COP27, a été décrite par les circonscriptions. De plus, les salles n'étaient pas adaptées au nombre de personnes admises à cette COP. Un système de tickets, pour assurer un équilibre dans les présences dans les salles, a été mis en place et abandonné, puisque trop compliqué à gérer.

Le travail de la FTQ a été remarqué au niveau d'Environnement et Changements climatiques Canada (ECCC). À plusieurs reprises, ces derniers ont consulté des membres de la FTQ pour orienter les positions du Canada, notamment au niveau de la transition juste.

De plus, bien que ce soit les États qui mènent les négociations, les circonscriptions, dont TUNGO, ont été invitées à intervenir sur le JTWP et le GST. Dans les deux cas, la FTQ a pris la parole au nom des syndicats internationaux.

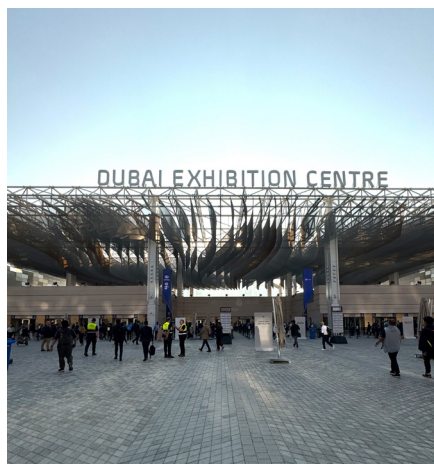
Plusieurs groupes de travail ont également poursuivi leur travail durant la COP, sur une base autonome. Des groupes de travail ont été organisés à l'intérieur de TUNGO; d'autres, déjà constitués au sein de CAN-International, ont poursuivi leurs travaux et certains ad hoc, en inter circonscriptions se sont organisés. Des membres de la délégation FTQ ont participé à certains d'entre eux.

## Réseautage

La COP28 a offert de nombreuses occasions de réseautage. Les membres de la délégation FTQ ont pu échanger avec des représentants syndicaux internationaux, des ONG, des délégués gouvernementaux, des représentants des gouvernements provinciaux et fédéraux, des partis d'opposition de ces deux paliers et d'autres acteurs de la société civile tout au long des deux semaines de l'événement. Cette année encore, le Canada avait un pavillon facilitant les échanges et la participation à plusieurs panels et conférences. De plus, des événements parallèles, des ateliers et des sessions informelles ont facilité ces interactions. Les discussions de coalition entre ONG ont également permis de renforcer les liens existants et de créer de nouvelles alliances pour les initiatives futures concernant la transition juste et les droits des travailleurs et des travailleuses dans le contexte des changements climatiques.

## Aspects logistiques de la COP sur place

### Site et accès



Le site de la COP28 à Dubaï était bien organisé et facilement accessible. Les badges d'accréditation ont permis un accès rapide aux différentes zones de la conférence. Les membres de la délégation possédant un badge "observateur" n'ont cependant pas pu entrer sur le site le premier jour d'inscription en raison de l'accès restreint dans le cadre du sommet des leaders mondiaux. Les zones réservées aux négociations, aux événements parallèles et aux espaces de réseautages étaient clairement délimitées, ce qui a facilité les déplacements des personnes déléguées.

Le site était vaste, mais facile à naviguer. Cependant, certains ont signalé des files d'attente prolongées lors des heures de pointe, nécessitant une arrivée très précoce afin de ne pas manquer de rencontre.

Le rythme soutenu des rencontres de négociation a également forcé les membres de la délégation, suivant des items de négociation, à faire des choix difficiles puisque les distances entre les rencontres de caucus et les salles de négociations étaient souvent très éloignées les unes des autres.



## **Disponibilité eau et nourriture**

La disponibilité de l'eau et de la nourriture sur le site de la COP28 a été adéquate. Des points d'eau gratuits étaient disponibles dans toutes les zones principales, permettant aux personnes participantes de rester hydratées. Une variété de stands de nourriture proposait des options pour différents régimes alimentaires, y compris des choix végétariens et sans gluten. Cependant, les prix étaient relativement élevés, ce qui a représenté un défi pour certains participants.

## **Sécurité**

Comme il est coutume, la sécurité sur le site de la COP28 a été rigoureuse, avec des contrôles de sécurité à chaque point d'entrée. Les mesures de sécurité comprenaient des scanners de bagages, des détecteurs de métaux et une présence policière visible. Bien que ces mesures aient assuré la sécurité des participants, elles ont parfois causé des retards et des inconvénients.

## **Salles**

Les salles de la COP28 étaient bien équipées et confortables. Les principales sessions de négociation se sont déroulées dans de grandes salles de conférence, dotées de systèmes audiovisuels de haute qualité et d'une bonne acoustique. Une immense salle de travail était également disponible en tout temps, ainsi qu'une salle de travail privée pour les membres de TUNGO. Cependant, la capacité de certaines salles s'est avérée insuffisante lors des sessions très fréquentées, ce qui a entraîné un accès restreint pour certaines personnes déléguées. L'administration de la COP a néanmoins adopté un système de billetterie relativement efficace pour assurer une participation des circonscriptions.

## **Transport**

Le transport vers et depuis le site de la COP28 a été généralement très efficace. Nous avons choisi de loger au Marina Byblos Hôtel spécifiquement pour sa localisation près de la ligne de métro, afin de permettre un transport direct et rapide au site principal. Les membres de la délégation ont grandement apprécié cette attention.



## **Hébergement**

Les arrangements d'hébergement pour la délégation de la FTQ ont été bien organisés. La majorité des personnes déléguées a séjourné au Marina Byblos Hôtel, offrant un bon équilibre entre confort et proximité du site de la conférence. Cependant, la diversité des hôtels choisis par différents syndicats a posé des défis de coordination. Pour les prochaines COP, il serait avantageux de centraliser davantage les réservations d'hôtel pour faciliter la logistique et la communication au sein de la délégation.



## **Compétences acquises**

Les membres de la délégation ont acquis plusieurs compétences précieuses durant la COP28, notamment :

- ✓ La compréhension approfondie des processus de négociation climatique

Les membres de la délégation ont développé une compréhension avancée des mécanismes complexes de négociation lors de la COP28. Cela

inclut la capacité à naviguer à travers les discussions sur les articles spécifiques des accords internationaux, à comprendre les dynamiques de pouvoir entre les différents pays, et à reconnaître les enjeux spécifiques à chaque région. Les membres ont appris à analyser les propositions, à identifier les points de blocage, et à collaborer avec d'autres personnes déléguées pour trouver des compromis acceptables. Cette compétence est cruciale pour influencer les négociations futures et pour défendre les intérêts des travailleurs et des travailleuses dans le cadre de la lutte contre le changement climatique.

✓ **La capacité à formuler des positions stratégiques sur les questions de transition juste**

Les personnes déléguées ont renforcé leur aptitude à développer et à défendre des positions stratégiques sur la transition juste. Cela inclut la capacité à articuler clairement les besoins des travailleurs et des travailleuses dans un contexte de transition vers une économie bas carbone, à identifier les politiques et les mesures nécessaires pour protéger les emplois et créer de nouvelles opportunités économiques, et à collaborer avec des partenaires internationaux pour promouvoir des politiques de transition équitables. Ils et elles ont également appris à utiliser les données et les analyses pour soutenir leurs arguments et à communiquer efficacement ces positions aux décideurs et aux autres parties prenantes.

✓ **Le renforcement des compétences en réseautage international et en diplomatie syndicale**

La participation à la COP28 a permis aux membres de la délégation d'améliorer leurs compétences en réseautage international et en diplomatie syndicale. Ils et elles ont développé la capacité à établir et à maintenir des relations avec des représentants syndicaux, des ONG, des gouvernements et d'autres acteurs internationaux. Les membres ont également appris à naviguer dans les différentes cultures et contextes politiques, à comprendre les priorités et les préoccupations des autres parties, et à trouver des moyens de collaborer pour atteindre des objectifs communs. Ces compétences sont essentielles pour renforcer l'influence de la FTQ sur la scène internationale et pour bâtir des alliances

stratégiques.

✓ **L'utilisation efficace des outils de communication et de coordination dans un contexte de conférence internationale.**

Les membres de la délégation ont acquis une expertise dans l'utilisation d'outils de communication et de coordination adaptés aux grandes conférences internationales. Cela inclut la maîtrise de plateformes de messagerie comme WhatsApp, Slack et Signal pour la coordination en temps réel, l'utilisation de Google Drive pour le partage de documents et la collaboration, ainsi que la capacité à gérer les informations et les communications de manière organisée et efficace. Ils ont également appris à adapter leurs communications pour différents publics et à utiliser les médias sociaux et les communiqués de presse pour maximiser l'impact de leurs messages. Ces compétences sont essentielles pour assurer une coordination fluide et une communication claire lors des futurs événements internationaux.

## CONCLUSION SYNTHÈSE

La COP28, tenue à Dubaï, a été marquée par des avancées significatives et des défis persistants dans la lutte contre les changements climatiques. Le consensus atteint par les Émirats Arabes Unis (UAE) a mis en lumière plusieurs points clés :

✓ **Programme de travail sur la transition juste**

Le programme de travail sur la transition juste a été salué comme une victoire historique pour le mouvement syndical. Il vise à intégrer des mesures de protection sociale, à atténuer les impacts socio-économiques des transitions énergétiques et à promouvoir la création d'emplois de qualité ainsi que le dialogue social. Ce programme reconnaît l'importance des droits du travail dans la transition vers une économie bas carbone.

✓ **Objectifs globaux d'adaptation**

Les objectifs globaux d'adaptation incluent l'atténuation des effets des changements clima-

tiques, l'éradication de la pauvreté et l'adoption de mesures de protection sociale. Ces objectifs soulignent la nécessité de renforcer la résilience des communautés vulnérables et d'assurer une transition équitable.

### ✓ Bilan mondial

L'année 2023 a été la plus chaude enregistrée, dépassant le seuil critique de réchauffement de 1,5°C. En réponse, le consensus appelle à tripler les énergies renouvelables et à doubler l'efficacité énergétique d'ici 2030. Il met également l'accent sur l'accélération de la sortie du charbon sans captation de carbone et sur la transition vers des systèmes énergétiques à faible densité de carbone d'ici 2050. La décarbonation rapide grâce aux technologies renouvelables, au nucléaire, à la captation et au stockage du carbone, et à l'hydrogène est également une priorité.



### ✓ Atténuation et nouvelles cibles

Le programme de travail sur l'atténuation, l'ambition et la mise en œuvre vise à accélérer les transitions énergétiques et le transport durable. Bien que des progrès aient été réalisés, aucun accord n'a été conclu sur les approches collaboratives de l'Article 6. Les nouvelles cibles fixent une réduction de 43 % des émissions d'ici 2030 et de 60 % d'ici 2040.

### ✓ Finance climatique

Le fonds pour les pertes et dommages a été établi avec une contribution initiale de 700 millions de dollars sur le milliard promis. Les objectifs financiers collectifs (NCQG) sont estimés à environ 4,3 trillions de dollars d'ici 2030. Cependant,

l'absence de certains États insulaires et l'inclusion tardive des enjeux de santé et de nourriture ont compliqué les négociations

### ✓ Défis et perspectives

La COP28 a révélé des tensions géopolitiques et des défis d'accès aux négociations pour la société civile. La participation de l'industrie des énergies fossiles a également soulevé des questions de conflit d'intérêts. Cependant, le rôle du Canada et les annonces de financements substantiels pour l'adaptation, l'atténuation et la gouvernance climatique montrent un engagement croissant envers les objectifs climatiques.



En route vers la COP29, prévue en novembre 2024 à Bakou, en Azerbaïdjan, il est crucial de tirer les leçons de la COP28. La communauté internationale doit renforcer ses efforts pour limiter le réchauffement climatique à 1,5°C et tendre vers la fin de l'utilisation l'ère des énergies fossiles. La FTQ et ses alliés continueront de jouer un rôle actif pour assurer que les transitions climatiques soient justes et équitables pour tous les travailleurs.



# ANNEXES - RAPPORTS QUOTIDIENS

## 30 NOVEMBRE 2023

La COP s'est ouverte aujourd'hui, mais les négociations n'ont débuté que tard en journée après l'adoption de l'agenda. La plénière a débuté à 14 h avec le président de la COP, sultan Ahmed Al Jaber, soit le coup d'envoi de l'événement. Toute notre délégation a pu y assister, mais la grande majorité a dû s'installer dans une salle adjacente, faute d'espace suffisant dans la salle de l'événement. Le pays hôte a causé la surprise en annonçant rapidement l'adoption de la création d'un fonds dédié à financer les dégâts causés par le réchauffement climatique dans les pays du Sud.

Il y a eu deux réunions (1h chacune) en avant-midi, des réunions qui se veulent quotidiennes. Aujourd'hui, ces réunions visaient surtout à faire un tour de table pour que chacun puisse se présenter et faire part de ses priorités.

La première était celle de TUNGO, Trade Union Non-Governmental Organizations, dont fait partie la FTQ. C'est un lieu de partage d'informations entre différents syndicats du monde entier pour connaître les priorités de chacun et leur compréhension des différents dossiers. Aujourd'hui, il y avait un participant de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de la Grande-Bretagne, des États-Unis et d'une association de transport international. Et bien sûr, des participants du Québec et du Canada.



La deuxième réunion quotidienne est celle du Réseau Action Climat Canada (CAN-RAC), qui lie le combat pour l'action climatique à la justice sociale. Elle rassemble environ 150 organisations, dont la FTQ.



La délégation a aussi participé à une présentation sur les effets positifs et négatifs de l'implantation de mesures de riposte sur la transition juste. Les cas de la République Slovaque (sortie du charbon), des Maldives (hausse des coûts de l'énergie) et des peuples autochtones en Alaska ont été présentés. Impact sur le tourisme, la pêche et l'agriculture, les pertes d'emplois, le manque d'adéquation entre la main-d'œuvre disponible et les qualifications recherchées, la dépopulation, etc.



## 1<sup>ER</sup> DÉCEMBRE 2023

Intense journée aujourd'hui autant en raison de la charge de travail qu'en raison de la logistique de déplacement. Le site est immense et en raison du Sommet des dirigeants mondiaux, la partie centrale du site était fermée pour des raisons de sécurité. Tous les participants ont dû marcher de longues distances et faire de grands détours pour se déplacer du point A au point B. Passer d'une activité à l'autre était tout aussi plaisant que se

promener en voiture dans le centre-ville de Montréal, le jour de la parade du Père Noël. N'empêche, ça a permis à Denis Bolduc de croiser Emmanuel Macron. Alors voici nos activités:

- La FTQ a coorganisé un événement avec le CTC. Patrick Rondeau a participé à un panel d'experts sur la transition juste en compagnie d'une personne représentante de l'organisation canadienne Environmental Defence, Institute for Human Rights and Businesses (IHRB) et de l'Organisation internationale du travail de l'ONU. L'événement s'est déroulé au Pavillon du Canada. Ce panel était précédé d'un autre panel en compagnie de trois organisations syndicales canadiennes, dont le CTC et quelques-uns de ses affiliés et de la fondation Pembina.



La négociation sur la finance climatique mondiale et la FTQ a amené l'équipe canadienne à inclure dans son énoncé officiel, devant le secrétariat en charge des négociations, l'importance de l'inclusion des travailleuses et des travailleurs dans le contexte des consultations et des décisions. Pour la première fois, le mot « travailleur », était prononcé par le Canada dans ce sujet de négociation.

(CTC - Congrès du travail canadien) sur l'importance de la participation des travailleuses et des travailleurs dans la transition juste.

Le ministre de l'Environnement Steven Guilbault et le chef de la délégation canadienne Michael Bonser ont rencontré la société civile lors d'un événement animé par la directrice de CAN-RAC. Grâce à ce partenaire, plusieurs questions ont été posées, dont l'une par Larry Rousseau

- Réunions quotidiennes de TUNGO et CAN-RAC pour le partage d'informations.
- Discussion sur le Programme de travail sur la transition juste lors d'une réunion de la CCNUCC. Les personnes déléguées de la FTQ étaient présentes et en relations avec le négociateur canadien.
- Rencontre privée avec des représentants de l'UMQ, dont le président Martin Damphousse. La FTQ souhaite que les municipalités s'engagent dans la transition juste et a expliqué comment ses actions auprès des travailleurs et des travailleuses peuvent faciliter la transition des villes, comme c'est le cas avec le Plan Climat de la Ville de Montréal. La FTQ a aussi défendu le principe de l'autonomie des villes en citant le cas de Prévost, qui fait l'objet d'une poursuite judiciaire de la part d'Énergir, alors que la ville a un règlement pour décarboner son territoire; le gaz serait interdit dans les nouveaux bâtiments industriels et résidentiels.
- Atelier de Together for Transparency sur le rôle que peuvent prendre les jeunes dans le bilan global des émissions de CO2 liées à la sortie progressive de toutes les énergies fossiles non exploitées (GST : GlobalStoketake).
- Présentation du programme de développement durable (SDG - sustainable development goals).
- Débats sur l'article 6 des chapitres 4 et 6 de l'accord de Paris (règles et modalités), qui doivent encadrer les échanges de réductions d'émission entre les pays, incluant les mesures de riposte.



## 2 DÉCEMBRE 2023

Imaginez sortir du métro Crémazie et zigzaguer ou attendre une heure pour vous rendre à la porte principale de la FTQ. C'est ce qu'a vécu la majorité des participants ce matin pour pouvoir entrer sur le site de la COP28, en raison de l'affluence (photo). Une fois à l'intérieur, voici nos activités :

Les discussions sur le programme de transition ont été annulées en raison de l'absence du représentant du groupe « G77 et Chine ». Les participants venus l'ont appris sur place, créant beaucoup de frustration et de déception. Ces discussions doivent reprendre le lendemain (dimanche) à midi. Rappelons que le programme de transition juste n'est pas encore créé : il est en élaboration. Présentement, des divergences persistent sur l'échéancier à respecter ainsi que sur l'étendue de sa couverture. Délégués sur place : Patrick Rondeau, Simon Lavigne, Marc Glogowski.

Nos deux délégués qui ont un statut de partie (badge rose) et non seulement d'observateur (badge orange) ont participé à la séance quotidienne de débriefing avec la délégation du gouvernement fédéral. Ils ont pu poser des questions sur le positionnement du Canada sur le Programme de travail sur la transition juste et « New Collective Quantified Goals on Climate Finance (NCQG) ». Les négociateurs fédéraux ont pu présenter le mot « travailleur » dans les textes, mais croient qu'il sera difficile à le faire accepter par toutes les parties. Délégués sur place : Sami Dellah et Patrick Rondeau.

- Longue séance de préparation, de stratégie et de rédaction avec TUNGO dans le but de faire une présentation de haut niveau ministériel sur les NCGQ devant toutes les parties de la COP demain. Quelle est la position de TUNGO sur la transition juste dans la finance climatique? Délégué impliqué : Sami Dellah.

- Présentation du secteur financier qui doit être aligné sur les changements climatiques internationaux du Canada, en compagnie de l'experte en contrôle de la pollution et ses effets sur la santé humaine et sénatrice canadienne Rosa Galvez et Catherine McKenna, présidente de Nature and Climate Solutions et ancienne ministre fédérale de l'Environnement. Galvez a souligné à grand trait le coût de l'inaction climatique et qu'il est impossible de lutter contre les changements climatiques sans l'implication des institutions financières. McKenna a dénoncé le surinvestissement de l'Ouest canadien dans les énergies fossiles, qui ternissent l'image du Canada. Délégués sur place : Denis Bolduc et Chu Anh Pham.



- Présentation du « Just Energy Transition Partnership » (JETP). Il s'agit d'un programme de partenariats établi entre les pays du Global North et du Global South pour permettre une transition juste des pays du Sud avec l'aide de pays du Nord. Exemple de ce premier partenariat entre l'Allemagne et l'Afrique du Sud, où les deux parties doivent trouver un plan ensemble. Présentation aussi du Sénégal, qui se cherche un partenaire pour tenter de sortir de l'industrie du charbon. Délégués sur place : Kathia Narcisse, Simon Lavigne et Marc Glogowski.
- Présentation du Groupe de travail « Youth and gender sensitive climate finance for a locally adaptation project » par l'ONG We are Tomorrow. On a expliqué les difficultés vécues par les femmes et les jeunes pour obtenir du financement afin de pouvoir développer des projets liés à la transition juste, alors que ceux-ci doivent faire partie de la solution pour une transition juste. Ils ne sont pas perçus comme des acteurs crédibles et expérimentés auprès des institutions financières. On a présenté des exemples vécus dans quatre pays : Bangladesh, Argentine, Chili et Canada. Déléguée sur place : Kathia Narcisse.

- Consultation informelle sur la mise en place de mécanisme pour le paragraphe 4 de l'article 6 de l'Accord de Paris. Les discussions piétinent. Délégué sur place : Emmanuel Patola.
- Dialogue sur l'action pour l'autonomisation climatique (ACE) : consultation informelle.

Dans le cadre de la Convention (CCNUCC) et de l'[Accord de Paris](#)<sup>1</sup>, les pays ont défini la nécessité d'agir pour l'autonomisation climatique : éducation, formation, sensibilisation du public, participation du public, accès du public à l'information et coopération internationale et régionale. Les États et les organisations non gouvernementales (ONG) examineront les réalisations du programme de travail de Glasgow et recommanderont la direction et la voie à suivre pour les futurs travaux de ACE. Délégué sur place : Marc Glogowski.

- Évènement «Protecting nature for climate lives and livelihoods» axé sur les forêts et les océans et qui réunit plusieurs chefs d'État (France, Norvège, Ghana, Indonésie, etc.). Il y a un lien direct entre la protection des écosystèmes (et le potentiel de rétention/captation de CO2 des biomes) et la lutte aux changements climatiques. L'objectif est d'établir des mécanismes de marché conséquents qui permettront à ces pays de recevoir une rémunération en échange de la préservation de leurs forêts. Bien qu'actuellement centrée sur les forêts tropicales et subtropicales, la montée en force du concept de « services écologiques » en foresterie aura un impact sur les activités forestières au Canada. Délégué sur place : Simon Lavigne
- Présentation d'Équiterre sur la désinformation et la polarisation qui sont des obstacles majeurs dans la lutte contre les changements climatiques en compagnie de trois experts, dont la professeure Marie-Ève Carignan de l'Université de Sherbrooke. Cette dernière déplore la présence de faux journalistes et de ceux qui véhiculent de fausses informations. Elle met en place un nouveau projet basé sur l'écoute, semblable à celui lancé pour lutter contre la désinformation vaccinale. Un expert dit qu'on doit aussi s'inquiéter des fausses informations qui circulent sur les réseaux sociaux, même si ces entreprises sont dotées de politiques pour lutter contre la désinformation. Déléguée sur place : Chu Anh Pham.

Aujourd'hui, après avoir croisé Emmanuel Macron, Denis Bolduc a croisé John Kerry.



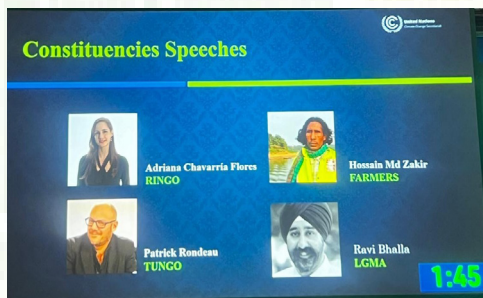
- Partage d'information quotidien avec TUNGO (à 9 h) et CAN-RAC (à 10 h). Délégués sur place : Sami Dellah, Patrick Rondeau, Simon Lavigne, Emmanuel Patola, Denis Bolduc, Marc Glogowski et Chu Anh Pham.
- Entrevue en direct de Patrick Rondeau sur les ondes de RDI à 7 h 15 (heure de l'Est) concernant le rôle de la FTQ à la COP avec l'animatrice Geneviève Garon.



<sup>1</sup>[En ligne][<https://unfccc.int/fr/a-propos-des-ndcs/l-accord-de-paris>].

### 3 DÉCEMBRE 2023

- Rencontre avec la députée du Bloc québécois, Kristina Michaud, seule déléguée pour son parti. Sujets abordés : projet de loi C50 sur les emplois durables (première législation du gouvernement fédéral sur la transition juste), projet de loi anti-briseur de grève pour qu'il soit adopté avant le déclenchement des prochaines élections, fin des subventions aux énergies fossiles, mode de financement pérenne pour les budgets d'opération des sociétés de transport public. Délégués sur place : Denis Bolduc, Marc Glogowski, Emmanuel Patola et Chu Anh Pham.



- Patrick Rondeau a officiellement pris la parole durant une consultation informelle de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) au nom de notre circonscription TUNGO (Trade Union Non-Governmental Organization). Après avoir été annulée la veille, cette séance a encore créé de la frustration, parce que la salle était trop petite pour accueillir tous les observateurs. Elle a donc été repoussée d'une heure et déplacée de salle. C'est pourquoi, le reste de la délégation n'a pas pu être présent pour la rencontre avec Kristina Michaud.

Patrick Rondeau a défendu un concept de transition juste qui priorise le dialogue social, la protection sociale, les droits des travailleurs et un travail décent, tout en soutenant les principes d'égalité des genres, d'équité intergénérationnelle et des droits autochtones. Patrick Rondeau a aussi repris la parole lors d'une table ronde ministériel de haut niveau. Délégués sur place : Patrick Rondeau, Kathia Narcisse, Simon Lavigne, ainsi que Marc Glogowski et Chu Anh Pham (en partie).

- Discussion avec Robert Szweczyk, économiste, conseiller politique et coordonnateur de la politique climatique pour le syndicat polonais Solidarnosc. Un vétéran qui en est à sa 12e COP. Plusieurs sujets abordés : la difficile sortie du charbon, le développement massif du secteur manufacturier des dernières années, la perception des travailleurs polonais des ambitions climatiques de Bruxelles. Des collègues de la région de la Silésie des secteurs de l'automobile et de l'énergie doivent arriver cette semaine à la COP, nous avons convenu de poursuivre les échanges. Délégué sur place : Simon Lavigne.

- L'ancienne secrétaire d'État américaine Hillary Clinton, participait à la conférence « Women of the heart of climate resilience ». Elle a plaidé pour la mise en place d'une assurance pour les travailleurs des pays pauvres et les plus touchés par le changement climatique afin de les protéger. Elle croit que le secteur de l'assurance doit être repensé puisque les compagnies d'assurance se retirent de plusieurs endroits. Conséquence : des travailleurs et des entrepreneurs perdent leurs maisons et leurs entreprises à la suite de catastrophes environnementales de plus en plus fréquentes. Délégué sur place : Denis Bolduc.



- Dialogue intitulé « The 2030 Vision for Youth Climate Finance and Innovation » traitait des difficultés chez les jeunes des régions du Pacifique d'obtenir du financement pour des mesures d'adaptation et tentait de trouver des solutions innovantes afin de palier à cette situation. Témoignage : jeunes provenant de Samoa, des Philippines ainsi que de Trinidad et Tobago. Déléguée sur place : Kathia Narcisse.

- Panel intitulé « Driving Company and Sectoral Just Transition Plans » qui présentait les outils utilisés pour aider les entreprises à évaluer leurs activités en fonction d'objectifs de développement durable et amorcer des transformations à l'interne de même qu'au sein de leurs chaînes de valeur en impliquant les parties prenantes. L'adaptation de ces approches d'évaluation et les méthodologies associées pourraient aider à soutenir les travaux de laboratoire de transition juste. Délégués sur place : Kathia Narcisse et Simon Lavigne.
- Séance avec les structures internes de la CCNUCC (subsidiaries bodies) où le partenaire de la FTQ, TUNGO, a pu exprimer ses inquiétudes par rapport à l'accessibilité des salles et l'absence de consensus sur les textes concernant la transition juste. Pourquoi les textes présentés contiennent déjà des encadrés/ parenthèses même s'ils n'ont pas encore été débattus? Et déception qu'il y ait autant de divergences sur la portée du terme transition juste (large ou étroite); s'il fallait diluer ce qui a été convenu lors de la COP27, la perte serait grande. Le président de TUNGO était accompagné d'Emmanuel Patola. Délégué sur place : Emmanuel Patola.



- Rencontres quotidiennes de partages d'information de TUNGO, coanimée par Patrick Rondeau, et Can-Rac. Délégués sur place : Patrick Rondeau, Marc Glogowski, Emmanuel Patola, Kathia Narcisse, Simon Lavigne et Chu Anh Pham.

La première ministre de l'Alberta Danielle Smith est à Dubaï et soutient que sa province peut, en même temps, augmenter sa production de pétrole et couper les émissions de gaz à effet de serre. Denis Bolduc l'a croisée au pavillon du Canada.

- Les Philippines auraient mis en place un Fonds de travailleurs qui serait destiné à faciliter l'accès au logement pour les travailleurs et travailleuses philippins. À la suite d'un échange avec Denis Bolduc, les représentants du pays sur place lui ont promis de lui fournir des informations supplémentaires prochainement. Délégué sur place : Denis Bolduc.

- Alors que l'adoption de la création du fonds pour pertes et préjudices a été approuvée dès la première journée de la COP, pour un montant total de 100 milliards de dollars, le ministre de l'Environnement Steven Guilbault, a annoncé que le Canada versera 16 millions le lendemain, mais aujourd'hui, il a précisé qu'il encourageait la privatisation du fonds d'adaptation dédiés aux changements climatiques. Délégué sur place : Marc Glogowski.



- Grosse manifestation en appui au peuple palestinien et demande d'un cessez-le-feu. Les organisateurs ont nommé le nom de toutes les victimes palestiniennes et leur âge. Déléguée sur place : Chu Anh Pham.
- Remise du premier Prix Fossile de la COP à la Nouvelle-Zélande pour avoir retiré l'interdiction de toute nouvelle exploitation pétrolière et gazière off shore. Délégué sur place : Emmanuel Patola.
- Présentation de haut niveau sur les « New Collective Quantified Goals » (NCQG) sur les changements climatiques. Trois élé

ments ont été mis de l'avant : des éléments qualitatifs (exemple : un engagement pour un dialogue social avec les travailleurs) et quantitatifs (exemple : financement public avant tout avec contribution du secteur privé) dans les NCQG, ainsi qu'un engagement dans la progression des travaux dès 2024. Délégué sur place : Sami Dellah.

- Consultation informelle sur la mise en place de mécanisme pour le l'article 6.2 et 6.4 de l'Accord de Paris et « Joint Informal Consultation on SBSTA agenda item 13(a) et 13(b) ». Délégué sur place : Emmanuel Patola.
- Séance de débriefage de fin de journée pour Dialogues pour le climat. Contribution d'Emmanuel Patola.
- Panel de la Confédération syndicale Internationale (ITUC-CSI) intitulé « A Just Transition Work Programme with the Trade Unions Delivering Climate Justice ». On a rappelé le contexte dans lequel se déroulent les pourparlers sur le Just Transition Work Program (JTWP).
- Junqueira d'IndustriALL a évoqué divers exemples de transition en cours dans les secteurs industriels, Marc Collado Ramirez a parlé avec beaucoup d'éloquence de la perspective YOUNGO sur la transition juste et Asad Rehman de l'organisme britannique War on Want a lancé un vibrant plaidoyer pour la prise en compte des dimensions internationales de la transition juste et des dynamiques. Délégués sur place : Simon Lavigne, Marc Glogowski et Kathia Narcisse.
- Soirée réseautage Fondation. Délégués sur place : Denis Bolduc et Chu Anh Pham.

## 4 DÉCEMBRE 2023

- Rencontre avec Mohamed Raouindi, de l'Union marocaine du travail, que nous parrainons pour assister à la COP28. Mohamed est ici, à Dubaï, grâce à l'initiative de la FTQ, de plusieurs syndicats affiliés et de conseils régionaux, qui ont décidé de constituer une aide financière pour permettre à une personne d'un syndicat d'un pays du sud de participer à la COP. Mohamed est ingénieur en météorologie. Il remercie la centrale et les syndicats québécois qui lui permettent de vivre cette expérience. Délégués sur place : Denis Bolduc et Sami Dellah.
- Rencontre privée avec la sénatrice indépendante Rosa Galvez. Sujets abordés : projet de loi C-50 sur les emplois durables et son projet de loi S-243 pour forcer le secteur financier à participer à la lutte contre les changements climatiques. Délégués sur place : Denis Bolduc, Sami Dellah, Kathia Narcisse, Simon Lavigne, Emmanuel Patola et Chu Anh Pham.
- Présentation du ministre québécois de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, Pierre Fitzgibbon, sur la façon dont le Québec collabore avec le secteur privé pour accélérer les actions visant à lutter contre les changements climatiques. Il a parlé de l'importance de la filière batterie et compte sur les programmes de formation accélérée dans le secteur de la construction pour trouver de la main-d'œuvre dans ce domaine; il mise sur l'expertise à Rimouski pour innover en matière de préservation de l'eau; il promet qu'aucun projet en énergie ne se fera sans l'accord des Premières nations, alors qu'ils passent de « bénéficiaires » à « partenaires »; il est resté prudent sur la production d'énergie faite par des entreprises privées. Déléguée sur place : Chu Anh Pham (arrivée à la période de questions).





- Présentation de la nouvelle Stratégie nationale sur le climat de l'Assemblée des Premières nations, adoptée en octobre dernier, par une jeune autochtone du Québec, Marie-Philippe Ménard, une aînée, Lorraine Netro, et la Grand Chef Judy Wilson (C.-B.). Le tout s'est déroulé au pavillon du Canada alors que le thème de la journée était les Premières nations. Elles ont livré un témoignage parfois émotif et touchant sur l'importance de protéger les terres, les eaux, les animaux. Elles réaffirment la déclaration d'urgence climatique des Premières nations. Délégué sur place : Denis Bolduc.
- Discussion avec l'équipe de négociation canadienne. Délégués sur place : Patrick Rondeau et Sami Dellah.

- Discussion bilatérale avec le chef de la délégation canadienne, Michael Bonser, sur le contexte de la négociation. Délégué sur place : Simon Lavigne.
- Entretien avec le vice-président à Sustainable Aviation Fuel (SAF), Pierre Gonthier, au sujet de la construction de nouvelles usines au Québec et en France. L'entreprise possède une usine-pilote de Parachem à Montréal Est où travaillent des membres de la FTQ. Elle produit des électro-carburant pour l'aviation. Délégué sur place : Simon Lavigne.
- Négociations sur la finance à long terme du Green Climate Fund. Délégué sur place : Sami Dellah.
- Dans le cadre des négociations :
  - Consultation informelle sur la mise en place de mécanismes pour le l'article 6.2 et 6.4 de l'Accord de Paris et « Joint Informal Consultation on SBSTA agenda item 13(a) et 13(b) ». Délégué sur place : Emmanuel Patola.
  - Consultation informelle du Just Transition Work Program (JTWP). Patrick est intervenu au nom de TUNGO. Délégués sur place : Patrick Rondeau, Simon Lavigne, Marc Glogowski et Kathia Narcisse.
  - Consultation informelle sur les mesures de riposte reliées à la transition juste. Offensive du groupe « G77 et Chine » pour ajouter des éléments : Simon Lavigne et Patrick Rondeau.
- Rencontre quotidienne de partage d'information de TUNGO, coanimée par Patrick. Présence de la directrice générale adjointe de l'Organisation internationale du travail (OIT), Céleste Drake, qui est venu répondre aux questions sur les négociations liées à la transition juste. Délégués sur place : Patrick Rondeau, Denis Bolduc, Marc Glogowski, Emmanuel Patola, Simon Lavigne, Kathia Narcisse, Sami Dellah et Chu Anh Pham.
- Rencontre quotidienne de partage d'information de Can-Rac. Délégués sur place : Marc Glogowski, et Emmanuel Patola.
- Panel intitulé « High Level Opening Just Transition » où l'on présentait différents moyens pour atteindre une transition juste. Perspectives de la directrice générale adjointe de l'OIT, d'un commissaire de l'Union européenne, d'une association d'employeur, de la CCNUCC, d'un dirigeant des Émirats arabes unis, et du département du travail américain. Délégués sur place : Kathia Narcisse et Simon Lavigne.
- Panel sur les défis et opportunités pour une transition juste et inclusive au pavillon de l'Organisation internationale de la francophonie où on a discuté des stratégies à suivre pour une plus grande implication du secteur privé dans la transition juste. La Tunisie a servi d'exemple. Déléguée sur place : Kathia Narcisse.



- Panel intitulé « Climate Resilient Infrastructure an Essential Part of Just Transition » où l'on expliquait les impacts des changements climatiques sur les plans d'infrastructure, plus particulièrement sur les politiques en matière d'ingénierie de l'agriculture et de l'environnement. Déléguée sur place : Kathia Narcisse.
- Conférence Mobiliser et financer l'adaptation au changement climatique, présentée au pavillon de la France, où on a expliqué que le pays prévoit injecter 7 MM d'euros en 2024 pour sa mise en œuvre du plan France Nation verte dans plusieurs domaines : le transport, la consommation, la production, la valorisation des écosystèmes, le logement, etc. L'an prochain, la France a pour objectif de rénover 200 000 logements en ciblant prioritairement les ménages les plus défavorisés. La France a créé, l'an dernier, le Secrétariat général à la Planification écologique. Cet organisme qui relève directement du premier ministre français, est chargé de coordonner les stratégies nationales en ce qui a trait au climat, à l'énergie, à la biodiversité et à l'économie circulaire. Délégué sur place : Denis Bolduc.
- Conférence donnée par l'ancien Secrétaire d'état américain, John Kerry, dans le cadre des Nasa Hyperwall Talk : Satellite View of How Humans Are Changing Earth, au pavillon des États-Unis. Dans un échange sur les capacités des États-Unis à comprendre les phénomènes et transformations de la planète dus aux changements climatiques, on y a appris que la NASA est maintenant en mesure de suivre quotidiennement le niveau des eaux des océans, mais aussi celui de chaque lac, chaque rivière et chaque réservoir sur le territoire américain. Délégué sur place : Denis Bolduc.



- Rencontre entre Patrick Rondeau et Alain Bourque concernant le Groupe d'expert sur l'adaptation. Les deux ont convenu d'une rencontre exploratoire en janvier pour valider la création d'un groupe de travail sur les aspects socio-économiques de l'adaptation, dont les impacts sur les travailleurs.

## 5 DÉCEMBRE 2023

- La première ministre de l'Alberta, Danielle Smith, a présenté son système réglementaire en matière d'innovation technologique et de réduction des émissions dans le pavillon du Canada. Notre partenaire Dialogues pour le climat a tenté de lui remettre une casquette où il est écrit « Emissions » sans succès. Son équipe s'est éloignée du pavillon pour faire son scrum médiatique et éviter les militants environnementalistes. En scrum, elle a écorché le gouvernement fédéral sur son manque de collaboration et a souligné que le pays n'atteindra jamais ses objectifs de réductions d'ici 2050 sans impliquer tous les acteurs. Et la chasse aux sorcières continue : elle s'est fait questionner sur les dépenses de son mari qui l'accompagne durant ce voyage. Délégué sur place : Chu Anh Pham.
- Conférence de presse de Beyond Oil and Gaz Alliance (BOGA) où le Québec a été désigné pour coprésider ce groupe. Rédaction d'un communiqué de presse conjoint avec le Réseau Action Climat, qui inclut une citation de Denis. Anecdote : en s'adressant à la salle, le ministre de l'Environnement Benoit Charrette a demandé qui parlait français. Une très bonne partie des participants a levé la main et il a continué tout son discours... en anglais! Il a lancé quelques lignes bien accueillies dans la salle : « Pha-



sing down is not enough, it's phasing out. » Délégués sur place : Marc Glogowski, Emmanuel Patola, Denis Bolduc, Kathia Narcisse et Chu Anh Pham.

Communiqué : <https://climateactionnetwork.ca/fr/alors-que-le-quebec-assume-la-copresidence-de-lalliance-au-dela-du-petrole-et-du-gaz-les-organisations-environnementales-presentent-leurs-attentes-pour-ce-nouveau-role/>



- Panel sur la désinformation climatique et la polarisation où l'on abordait les enjeux et les solutions. Dans son mot d'ouverture, le ministre Charest racontait, sur un ton un peu découragé, qu'il reçoit une multitude de courriels haineux lorsqu'il parle d'environnement. « Certaines gens ne croient tout simplement pas le gouvernement. » Il y a une perte de confiance envers les institutions. Le panel était similaire à celui présenté au Jour #3 au pavillon du Canada, mais cette fois, c'était au pavillon de la Francophonie. Trois experts, dont la professeur Marie-Ève Carignan de l'Université de Sherbrooke. Cette dernière déplore la présence de faux journalistes et de ceux qui véhiculent de fausses informations. Elle met en place un nouveau projet basé sur l'écoute, semblable à celui lancé pour lutter contre la désinformation vaccinale. Un expert dit qu'on doit aussi s'inquiéter des fausses informations qui circulent sur les réseaux sociaux, même si ces entreprises sont dotées de politiques pour lutter contre la désinformation. Délégués sur place : Emmanuel Patola, Marc Glogowski et Denis Bolduc.
- Le rôle crucial de l'énergie nucléaire dans l'atteinte des objectifs de zéro émission nette.
  - 20 pays ont l'ambition de tripler leur capacité nucléaire, dont le Canada;
  - 60 ans d'expérience nucléaire au pays avec le réacteur CANDU;
  - 33 CANDU installés à travers le monde. Le Canada veut exporter/vendre des réacteurs;
  - 63 % de l'énergie de l'Ontario provient du nucléaire. Cette énergie est considérée comme une énergie propre. Délégué sur place : Marc Glogowski et Sami Dellah.
- Présentation intitulée « Transition énergétique et accès à l'énergie, comment mobiliser plus et plus vite les financements privés » au pavillon de la Francophonie. Y participait notamment, une représentante de l'organisme Électriciens sans frontière qui a partagé des solutions décarbonées inclusives en matière d'accès à l'électricité et à l'eau que l'ONG a pu mettre en place dans différents pays, principalement en Afrique. Un représentant d'une entreprise privée française qui se spécialise dans l'éolien, le solaire et le stockage d'énergie a plaidé pour un renversement du financement de l'énergie fossile au profit des énergies renouvelables. Délégué sur place : Denis Bolduc.



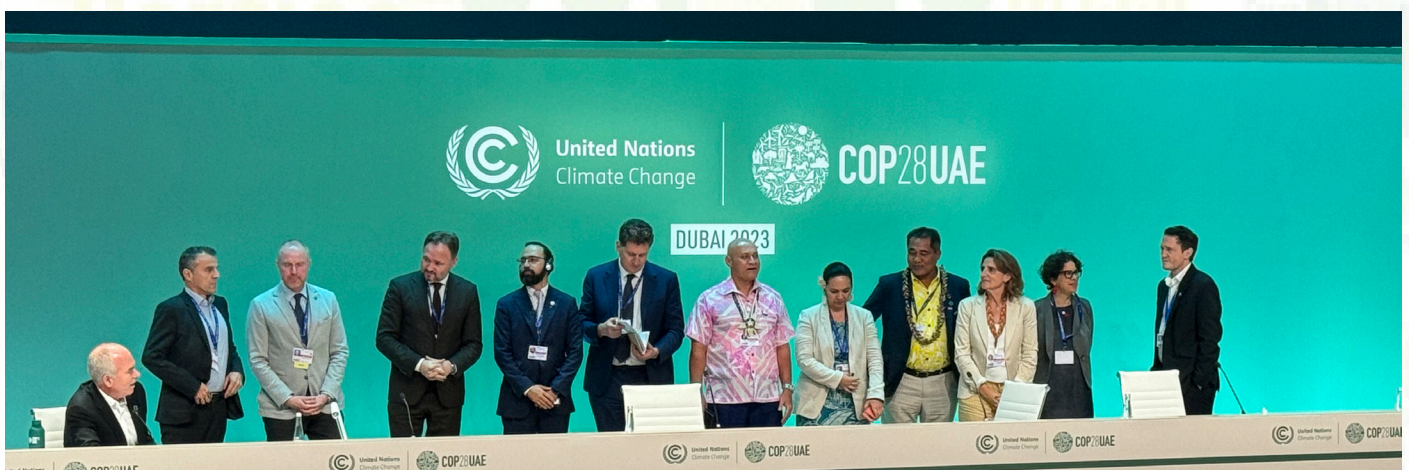
- « COP President Townhall with Observers Constituencies » : le Sultan Al Jaber président de la COP rencontrait les circonscriptions et reprenait certaines de ses priorités dans le cadre de la COP 28. Patrick a écrit la déclaration de TUNGO pour cet événement. Faits saillants :

- Une vision d'ingénieur et d'homme d'affaires, des solutions axées sur la technique et la finance (le reste n'a aucun intérêt);
- Il veut que Dubaï marque un changement de paradigme pour la prochaine COP.

Du catastrophisme à l'opportunisme :

- L'intégration de langage sur les énergies fossiles : un geste audacieux selon lui et pleinement assumé;
- Il rappelle son adhésion aux faits, à la science (suite aux révélations de la BBC) et maintient son discours sur la nécessité de limiter la hausse des températures à 1,5 degré Celsius : une façon de rassurer les scientifiques, bien que d'importants doutes subsistent sur la manière d'y arriver. Délégués sur place : Simon Lavigne et Kathia Narcisse.

- Dans le cadre des négociations :
  - Consultation informelle sur la mise en place de mécanismes pour l'article 6.4 de l'Accord de Paris. Un guide est demandé pour faciliter la compréhension du texte et des impacts. Les partis se positionnent un peu, mais il semble manquer de temps. L'article 6.8 introduit un programme de travail visant à mettre œuvre un cadre pour les démarches non fondées sur le marché (DNM), qui font la promotion de l'atténuation, l'adaptation et le développement durable. Ces approches peuvent prendre différentes formes, dont une comptabilisation nationale des efforts de réductions de GES entrant dans l'accomplissement des CDN, mais ne permettent pas le transfert international des résultats d'atténuation. Délégué sur place : Emmanuel Patola.
  - Consultation informelle sur les New Collective Quantified Goals (NCQG). Délégué sur place : Sami Dellah.
  - Consultation informelle du Just Transition Work Program (JTWP). Délégué sur place : Patrick Rondeau.
  - Deuxième rencontre informelle sur les travaux du « Action for Climate Empowerment » (ACE). Les discussions ont porté sur le financement du programme. Les négociateurs du G77 (la coalition de pays en développement) ont demandé d'insérer à 2 endroits dans le texte la notion du financement. ACE a le mandat de définir un agenda qui a pour but de sensibiliser le public sur le changement climatique par l'éducation, la formation, etc. Les pays en développement ont besoin de financement pour informer leur société de l'impact environnemental. Délégué sur place : Marc Glogowski.
- Rencontre quotidienne de partage d'information de TUNGO, coanimée par Patrick Rondeau. Délégués sur place : Patrick Rondeau, Simon Lavigne et Chu Anh Pham.
- Rencontre quotidienne de partage d'information de CAN-RAC. Délégués sur place : Patrick Rondeau et Chu Anh Pham.
- Panel intitulé « Élaborer une vision des systèmes énergétiques carboneutre au service du Canada tout entier » où on a partagé diverses perspectives sur le développement des systèmes énergétiques carboneutres qui touchent la diversité de la population canadienne. Par exemple, les craintes possibles de la population concernant la carboneutralité peuvent être un enjeu qui pourrait retarder son développement. Délégué sur place : Marc Glogowski.



- Panel intitulé « Unlocking Enhanced GEF Support for Transparency: Streamlining funding processes and enhancing project implementation ». Celui-ci expliquait ce qu'est le Global Environment Fund (GEF), le United Nations Development Program (UNDP), ainsi que le United Nations Environment Program (UNEP). L'atelier était axé sur la présentation de leur portfolio de projets et d'initiatives qu'ils ont financé et les modalités requises pour s'y qualifier. Ce financement est accordé aux pays dans un effort de les aider à se conformer à l'article 13 de l'accord de Paris. Celui-ci exige aux parties de produire des communications nationales, des rapports biennaux, et des rapports biennaux actualisés afin d'assurer

une transparence en ce qui à trait aux mesures relatives aux changements climatiques dans leur pays et leur contributions nationales déterminées (NDC). Déléguée sur place : Kathia Narcisse.

- Panel intitulé « Unlocking the Just Transition through Local Action » avec un focus sur l'urbanisation et le travail entre les syndicats et les municipalités pour verdir les villes. Délégué sur place : Sami Dellah.
- « Taking Stock of Climate Action: Energy and Industry: Accelerating Systems Transformations », un événement organisé dans le cadre du Marrakech Partnership for Global Climate Action. Panels avec divers représentants de grandes entreprises industrielles sur leurs trajectoires et initiatives de décarbonation (Maersk, ArcelorMittal, CRH – insultant d'entendre cette dernière compagnie parler de considérations sociales après le lock-out d'Ash Grove! Délégué sur place : Simon Lavigne.
- Briefing technique avec Jennifer Lash, conseillère politique pour le ministre Guilbeault sur l'annonce imminente du cadre de réglementation visant l'instauration d'un système de plafonnement et d'échange pour le secteur canadien du pétrole et du gaz naturel. Délégué sur place : Simon Lavigne.
- Débriefage dans le cadre des Dialogues pour le climat avec Stéphan Morency (Fondation) et Andréanne Brazeau (Équiterre). Discussion à bâtons rompus sur les contradictions de cette COP et les multiples conceptions de la transition juste. Délégué sur place : Simon Lavigne.
- Début de tournage d'entrevue vidéo. Angles visés : portrait de la délégation, explication de la transition juste, l'importance de maintenir la pression sur place, inclusion des autres enjeux sociaux, la priorité de l'environnement pour la FTQ et l'apport de notre implication dans TUNGO, position de la FTQ sur les énergies fossiles, l'aide financière offerte par la FTQ et ses affiliés pour accueillir un délégué d'un pays du Sud. Délégués : Denis Bolduc et Chu Anh Pham.
- Souper d'équipe entre les délégués de la FTQ et CAN-RAC.

Pour nos membres, affiliés et partenaires : il a été décidé de poursuivre notre absence de publication sur les réseaux à la suite de la crise médiatique liée à la participation de la FTQ à la COP.

## 6 DÉCEMBRE 2023

Les activités de la COP28 feront relâche demain (jeudi 7 décembre), mais reprendront vendredi de manière plus accélérée avec la participation des ministres, pas seulement les négociateurs.

- Séance d'information de la délégation canadienne : le ministre de l'Environnement Steven Guilbeault et son équipe ont fait le point en fin de journée sur l'état des négociations et préparé le terrain pour la deuxième semaine de la COP28. Le ministre s'est dit impressionné par la présidence des ÉAU qui a été très stratégique et qui a été en mesure d'adopter rapidement les textes sur le fonds de pertes et dommages. Toutefois, il ne s'est pas engagé à réclamer une sortie complète des énergies fossiles plutôt qu'une sortie progressive (« phase out » vs « phase down »), comme l'a réclamé son homologue québécois, sous prétexte qu'il s'est engagé auprès du président de la COP de trouver un terrain d'entente avec tous les partis. Délégués sur place : Marc Glogowski, Kathia Narcisse, Sami Dellah, Simon, Lavigne, Emmanuel Patola et Chu Anh Pham.
- Panel intitulé « Empowering the green workforce: Education and skills for a Just Transition ». Besoin de former la prochaine relève de la main-d'œuvre pour la transition juste. Il y a 1,2 milliard de jeunes dans le monde qui potentiellement devraient suivre des cours sur le changement climatique et aussi être formés pour une réalité du marché du travail. Cependant, il manque environ 40 millions de professeurs mondialement. Les 90 millions de professeurs à l'emploi ont une moyenne d'âge de 43 ans. Nous



sommes déjà en crise au niveau de l'éducation. Délégué présent : Marc Glogowski.

- Panel intitulé Financer des infrastructures durables pour soutenir l'objectif net zéro et l'impact positif de la nature sur le climat où des représentants d'institutions financières et de banques canadiennes ont partagé leur modèle de financement de projets d'infrastructures durables qui sera appliqué au Canada et un peu partout dans le monde. Délégué présent : Marc Glogowski.



- Panel sur le rôle des gouvernements subnationaux, incluant notamment le ministre de l'Environnement Benoît Charrette. « La transition juste est de ne pas laisser les travailleuses et travailleurs de côté » a-t-il dit. Le ministre voudrait convaincre quelques provinces canadiennes de se joindre à BOGA (Beyond Oil and Gas Alliance). La mairesse de Freetown (Afrique du Sud) était bien heureuse de participer à sa première COP après des années de démarches pour tenter de se faire reconnaître. Elle dit qu'elle travaille pour faire changer les règlements administratifs et les statuts dans son pays pour pouvoir accorder plus de pouvoirs aux municipalités afin d'agir sur les changements climatiques. Délégués sur place : Marc Glogowski et Chu Anh Pham.

- Panel intitulé « Canadian Leadership on Oil and Gas » organisé par Beyond Oil and Gas Alliance (BOGA). L'émissaire aux changements climatiques et aux enjeux nordiques et arctiques du gouvernement du Québec, Jean Lemire, s'est dit fier de l'annonce faite la veille à l'effet que le Québec assurera la coprésidence de BOGA. « On a besoin de sentir votre pression (des groupes de la société civile) pour changer notre façon de penser », a dit M. Lemire qui a aussi convenu que les États « trouvent toujours des façons de gagner du temps. » Le sol du Québec cache des réserves d'hydrocarbures importantes et la directrice générale



d'Action climat Canada, Caroline Brouillette, félicite le Québec d'avoir décidé de ne pas les exploiter. À noter que la modératrice a souligné que le pavillon du Canada a refusé que la conférence se tienne dans ses locaux. Délégués sur place : Kathia Narcisse, Denis Bolduc et Marc Glogowski.



- Forum intitulé « International Cooperation, Social dialogue and Multilevel Action for the Fair, Fast, Orderly, Equitable and Responsible Just Transition from Fossil Fuels to Clean Energy Sources ». La salle était pleine et certains observateurs se sont fait refuser accès. Ce forum offrait l'opportunité aux gens présents d'exprimer leur perspective sur la façon d'atteindre l'objectif de transition juste; le besoin d'inclure la vision des employés dans le processus; la nécessité d'avoir une approche basée sur l'équité en matière de « phase out » des combustibles fossiles en donnant un accès aux énergies renouvelables à tous; et la problématique des pays qui continuent à augmenter leurs émissions malgré l'accord de Paris. Déléguée sur place : Kathia Narcisse.

- Panel intitulé « A Just Transition Failure- The Human Rights Impacts of Big Biomass Energy » organisé par le Biomass Action Network. Ce panel faisait la lumière sur les pays qui utilisent la fausse solution de co-combustion de biomasse afin de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. En réalité, cette solution ne fait que transférer les émissions de gaz du secteur de l'énergie vers un territoire qui n'est pas comptabilisé sous l'accord de Paris. Cette méthode contribue à augmenter le CO<sub>2</sub> et la pollution des eaux, en plus de déplacer des populations et d'avoir un impact négatif sur leur santé. Le cas du Togo, du

Chili et de l'Indonésie ont été présentés. Déléguée sur place : Kathia Narcisse.

- Dans le cadre des négociations, consultation informelle sur l'article 6.4 de l'Accord de Paris. Il y a eu une nouvelle version du texte, mais pas de document de conclusion. Nouvelle procédure : pas de texte de conclusion et l'organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA) renvoie le projet de texte vers le CMA (réunion des parties de l'Accord de Paris). Plusieurs réserves sont mentionnées à propos de l'absence de consensus. Le texte sur l'article 6.2 ne fait pas consensus non plus. Parmi les commentaires émis : manque de respect de la part des partis, revenir en arrière sur les textes n'est pas une façon d'avancer, présence de nombreuses parenthèses dans les textes, nécessité d'un mécanisme plus robuste, réserves sur la portée et l'approche compréhensive. Par contre, le nouveau texte pour l'article 6.8 a été adopté. Délégué sur place : Emmanuel Patola.



- À la conférence « Le Canada peut réaliser rapidement des progrès tangibles pour s'adapter au climat », présentée au pavillon du Canada, le ministre Steven Guilbeault a invité les maires canadiens à demander plus d'argent à son collègue ministre des Finances pour les aider à lutter contre les effets des changements climatiques sur les villes. M. Guilbeault a cependant rappelé que la Stratégie nationale d'adaptation du gouvernement canadien prévoit déjà des sommes importantes, notamment via le Fonds municipal vert (FMV) pour soutenir, accélérer et intensifier les initiatives communautaires d'adaptation au climat. Le réchauffement climatique a des conséquences

coûteuses pour les municipalités. Ces dernières doivent composer avec plus de catastrophes naturelles, inondations, érosion des berges, incendies de forêt, tempêtes. « Nous sommes en première ligne », a dit la cheffe de la direction de la FCM, Carol Saab, à qui le ministre a répondu : « On devra le faire ensemble. » Délégué sur place : Denis Bolduc.

- Dans le cadre des négociations :
  - Consultation informelle sur l'avenir du financement climatique. Délégué sur place : Sami Dellah.
  - Consultation informelle du Just Transition Work Program (JTWP). Délégué sur place : Patrick Rondeau.
- Panel « Strengthening Collaborative Strategies and Cooperation for Global Transformation and a Just Transition » organisé par le gouvernement allemand et le Just Transition Center. Marek Harsdorff, économiste au Programme des emplois verts de l'OIT qui offre des ressources (études d'impact, cadres réglementaires, etc.) pouvant s'avérer utiles pour nos travaux. Ali Zaidi, adjoint au président Biden et conseiller national sur le climat pour la Maison-Blanche, qui révèle à quel point l'actuelle administration américaine prend en considération les enjeux des travailleurs et des syndicats (politique industrielle assumée, souci permanent des chaînes de valeurs, volonté de préserver le capital social des régions en transition et de l'utiliser comme levier, implication des syndicats en amont à l'étape de conception et planification des projets de transition, création d'une « Rapid Response Team » fédérale spécialisée venant en appui aux États qui sont aux prises avec des secteurs en transition. Délégué sur place : Simon Lavigne.
- Participation à l'événement « Clean Ammonia : A Global Pathway to Keep 1,5C Goal in Reach » organisé par la Norvège. Acteurs industriels sur place. Perspectives sur l'utilisation de l'ammoniac fabriqué à partir d'hydrogène vert et bleu dans le transport maritime. Motorisation des navires d'ici 2027. Délégué sur place : Simon Lavigne.
- Rencontre avec la déléguée du syndicat norvégien Fellesforbundet. Discussion axée sur les enjeux liés à la foresterie durable. L'expérience des travailleurs forestiers norvégiens fait écho à ce que nous vivons au Québec : nouveaux cadres réglementaires qui imposent des restrictions sur les droits de coupe, industrie forestière hautement intégrée, recherche de filières à plus haute valeur ajoutée, en-

jeux autochtones (Lapland). Délégué sur place : Simon Lavigne.

- Rencontre avec Jean-François Fagelson du Conseil du bâtiment durable du Canada (CBDC) au sujet de l'annonce sur l'utilisation du bois durable en construction sous l'égide du Forests and Climate Leaders Partnership (FCLP). Délégué présent : Simon Lavigne.
- Tournage d'entrevues vidéo avec Mohamed Raouindi, Emmanuel Patola, Denis Bolduc et Chu Anh Pham.
- Rencontre quotidienne de partage d'informations avec TUNGO. Délégués sur place : Emmanuel Patola, Simon Lavigne, Chu Anh Pham.
- Rencontre quotidienne de partage d'information avec CAN-RAC. Délégués sur place : Kathia Narcisse, Marc Glogowski, Emmanuel Patola.
- Dialogues pour le climat: participation de Sami Dellah au résumé de la journée de 21 h @ 22 h 30 (heure de Dubaï).

Le premier prix du Fossile du Jour a été décerné à l'Alberta!

## 7 DÉCEMBRE 2023 - JOURNÉE DE RELÂCHE COP

- Rencontre entre le ministre de l'Environnement Benoît Charrette et les acteurs de la société civile québécoise. Environ 65 personnes de la société civile sont enregistrées auprès du ministère. Alors que le Québec copréside désormais le BOGA (Beyond Oil and Gas Alliance), le ministre a demandé à tous quelles solutions peut apporter la société civile. Anecdote : le ministre a raconté qu'il s'est retrouvé dans un souper la veille, assis entre Scott Moe et Danielle Smith. Il a choisi de ne pas parler d'environnement, mais de hockey avec eux. Il s'est gentiment fait ramener à l'ordre par Nature Québec; au contraire, il aurait dû profiter de cette occasion pour faire de la sensibilisation et jouer son rôle de ministre de l'Environnement... s'il veut convaincre d'autres provinces d'adhérer à BOGA. À la suite de cette rencontre, Patrick Rondeau a pu convaincre le ministère d'une rencontre sur l'état des négociations : elle aura lieu samedi avec Jean Lemire. Délégués sur place : Denis Bolduc, Marc Glogowski et Chu Anh Pham.
- Journée entière de stratégie organisée par TUNGO. Parmi les invités : Brian Motherway de l'Agence internationale de l'Énergie qui a présenté « Net Zero Roadmap A Global Pathway to Keep the 1.5-degree Celsius Goal in Reach » et de Mohammed Al Hammadi de l'Association de journalistes des ÉAU. Trois ateliers sur la transition juste, notamment sur les pays du Global South. Délégués sur place: Patrick Rondeau, Sami Dellah, Simon Lavigne, Kathia Narcisse, Marc Glogowski, Emmanuel Patola et Chu Anh Pham.



## 8 DÉCEMBRE 2023

Les activités de la COP ont repris officiellement aujourd'hui après une journée de relâche.

- Rencontre avec la députée libérale Désirée McGraw, porte-parole officielle en matière d'environnement et de lutte contre les changements climatiques. Sujets abordés : difficulté de la société civile à participer à la COP, transition juste, Hydro-Québec, foresterie et transport en commun. Elle s'est engagée à organiser une rencontre avec son collègue André Fortin (demande de Simon Lavigne) et André Morin (demande de Marc Glogowski). Délégués sur place : Patrick Rondeau, Emmanuel Patola, Simon Lavigne, Marc Glogowski et Chu Anh Pham.



- Conférence de presse avec le ministre de l'Environnement Steven Guilbault et notre partenaire CAN-Rac sur le plafonnement des émissions de GES. Voir le communiqué conjoint avec la citation de Denis Bolduc : [Les groupes environnementaux et la société civile accueillent favorablement le cadre de plafonnement des émissions pétrolières et gazières du Canada et appellent à une action rapide et à des objectifs plus stricts- Climate Action Network Canada \(CAN-Rac\)](#)<sup>1</sup>. Délégués sur place : Emmanuel Patola et Chu Anh Pham.

priorities) : les termes et références similaires employés pour parler de transition juste. Arrivée de plusieurs nouveaux syndicats pour la 2e ronde de négociations. Délégué sur place : Patrick Rondeau, Simon Lavigne, Emmanuel Patola et Chu Anh Pham.

- Présentation TUNGO animé par Patrick pour accueillir les nouveaux délégués en français (et qui ne comprennent pas l'anglais). Délégué sur place : Patrick Rondeau.
- Réunion quotidienne de partage d'information de CAN-RAC. Discussion sur la manifestation dans l'enceinte de la COP qui aura lieu samedi à 15 h 30. Le thème sera « Ceasefire now! », une dénonciation des attaques d'Israël contre le peuple palestinien. Délégués sur place : Marc Glogowski et Chu Anh Pham.
- Premier Prix Fossile du Jour décerné à Israël. Aussi en lice : la Russie et l'Australie. Délégué présent : Marc Glogowski.
- Présentation intitulée « Headway for Adaptation » proposé par « Adaptation futures 2023 » et animé par Alain Bourque, directeur général d'Ouranos. Délégué présent : Marc Glogowski.
- Participation à la présentation quotidienne de Dialogues pour le climat à 21 h. Délégué sur place Kathia Narcisse.
- Dans le cadre des négociations :
  - Consultation informelle sur le financement à long terme de la transition juste. Délégué sur place :



<sup>1</sup>[En ligne] [<https://climateactionnetwork.ca/fr/les-groupes-environnementaux-et-la-societe-civile-accueillent-favorablement-le-cadre-de-plafonnement-des-emissions-petrolieres-et-gazieres-du-canada-et-appellent-a-une-action-rapide-et-a-des-objectifs/>].

Sami Dellah.

- Consultation informelle du Just Transition Work Program (JTWP). TUNGO n'appuie pas les propositions de texte de ce programme. Délégué sur place : Patrick Rondeau et Simon Lavigne.

- Consultation informelle sur les articles 6. Tout le texte de l'article 6 est maintenant entre parenthèses, ce qui signifie un retour à la case départ. Certains partis considèrent que les projets de texte ne reflètent pas l'approche équilibrée de l'Accord de Paris. Ce texte propose une approche de mise en marché qui est censée être « non-market ». Un moratoire sur le marché du carbone a été proposé par des partis au paragraphe 6.2 et 6.4. On a aussi proposé de mettre entre parenthèses tous les textes 6.2, 6.4 et 6.8. Délégués sur place : Emmanuel Patola.

- Évènement « Walking the Talk: Experiences on Just Transition and Social Dialogue » au pavillon transition juste de l'Organisation internationale du travail (OIT). À retenir : l'Espagne est le seul pays avec un cadre gouvernemental abouti en matière de transition juste, une [stratégie](#)<sup>2</sup> détaillée qui en arrive à sa 5e année, dont on peut s'inspirer. La Belgique entreprend une [démarche](#)<sup>3</sup> très complète en ce moment et qui mènera à la création d'une stratégie nationale. Le pays assumera la présidence de l'Union en janvier 2024 et compte prioriser la transition juste et mandater le [Comité économique et social européen](#)<sup>4</sup> (CESE) afin de fournir des avis/recommandations (rapport sur le point d'être dévoilé). Délégué sur place : Simon Lavigne.
- Évènement « Answering the GST, Charting the Energy Transition & Building a Circular Economy ». Panel d'industriels centré sur les questions de transition vers les énergies renouvelables et enjeux de circularité. À retenir. Transition énergétique : multiplicité et fiabilité des sources d'énergie comme principes centraux pour une transition réussie. Circularité : doit être réfléchi à travers l'ensemble de la chaîne de valeur, pas seulement au sein d'un site de production. Recyclage : on mise sur le recyclage avancé. Nouveaux matériaux : fibre de carbone à partir de biomasse (Airbus), matériaux de construction à partir de poudre de granite (très abondant). Délégué sur place : Simon Lavigne.
- Rencontre avec Martin Vaillancourt du Regroupement national des Conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ). Discussion axée sur la foresterie. Deux idées à retenir. Zones brûlées : les activités de restauration n'auront aucun potentiel commercial avant 70-80 ans, pourquoi ne pas privilégier la voie des aires protégées qui permet de répondre aux objectifs de conservation sans aucun impact sur la possibilité forestière? Concept d'aire protégée à utilisation durable : nouvelle méthode qui répond aux critères de conservation, mais permet des interventions forestières. Délégué sur place : Simon Lavigne.
- Tournage d'entrevue vidéo avec Patrick Rondeau et Simon Lavigne.

## 9 DÉCEMBRE 2023

- Journée finale pour soumettre les textes qui vont être étudiées en huis clos par la suite : échéancier en après-midi. Accélération des pourparlers et des négociations. Priorités: Global Stocktake (GST), Mitigation Work Programme (MWP), Just Transition Work Programme (JTWP) et Global Goal on Adaptation (GGA).
- Réunion quotidienne de partage d'information TUNGO. Présentation d'un représentant de l'Organisation internationale du travail (OIT) pour la transition verte et d'une représentante du département social de l'OIT, de même qu'un représentant d'un comité européen. Délégué sur place : Emmanuel Patola, Kathia Narcisse, Patrick Rondeau, Simon Lavigne et Chu Anh Pham.

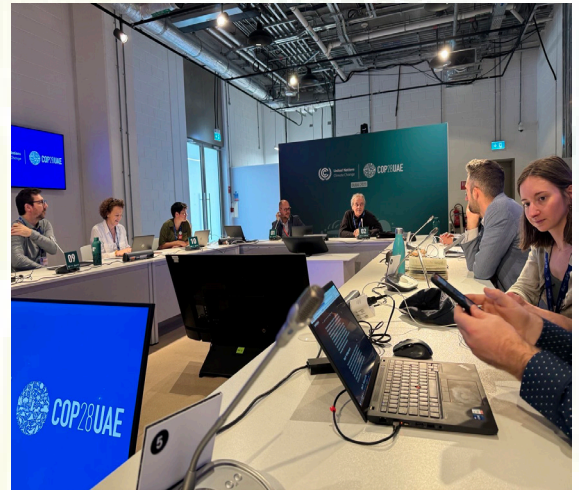
<sup>2</sup>[En ligne] [[https://www.transicionjusta.gob.es/Documents/Publicaciones%20ES%20y%20EN/Spain\\_4%20years%20towards%20a%20just%20energy%20transition.pdf](https://www.transicionjusta.gob.es/Documents/Publicaciones%20ES%20y%20EN/Spain_4%20years%20towards%20a%20just%20energy%20transition.pdf)].

<sup>3</sup>[En ligne] [<https://www.justtransition.be/fr>].

<sup>4</sup>[En ligne] [<https://www.eesc.europa.eu/fr>].

- Réunion quotidienne de partage d'information CAN-RAC. Délégués sur place : Emmanuel Patola, Patrick Rondeau, Marc Glogowski, Kathia Narcisse, Simon Lavigne, Chu Anh Pham.

- Sous la pression de Patrick Rondeau, rencontre des acteurs de la société civile et de l'émissaire pour le changement climatique et aux enjeux arctiques et nordiques, Jean Lemire. La salle était trop petite et certains ont dû quitter la salle (dont Kathia Narcisse et Chu Anh Pham). Discussion sur l'état des négociations : le Québec milite pour un « phase out » des énergies fossiles, alors que le Canada se positionne plus vers le « unabatted fuel »; le Québec tente de sensibiliser d'autres états sur le financement climatique; risque d'écoblanchiment dans les textes de l'article 6 et le protocole de la forêt; critiques face aux accréditations de la société civile qui souhaite assister aux négociations alors que ces accréditations du Québec sont surtout octroyées aux entrepreneurs; ajustement carbone



dans le commerce international pour que les produits importés respectent des normes environnementales ou qu'il y ait compensation financière; capture de CO<sub>2</sub> (forêt, respect de la population locale, attribution des crédits). Délégués sur place : Emmanuel Patola, Simon Lavigne, Marc Glogowski et Patrick Rondeau.

- Dans le cadre des négociations :

- Dernier blitz de discussion informelle sur l'article 6. Beaucoup de réserve sur la clarté et la complexité des textes, notamment sur le libellé « offsetting ». « Non-market approaches » pour le « Work Program » : proposition pour enlever « carbon pricing » par « carbon tax » et enlever le terme « Mother Earth ». Délégué sur place : Emmanuel Patola.

- Dernier blitz de discussion informelle sur le Just Transition Work Program. Tentative de réconciliation entre le groupe du G77 et les pays développés. Divergence sur la portée, la coopération internationale et l'inclusion du mot « droits » (pour les humains, les autochtones et les travailleurs). Délégué sur place : Patrick Rondeau.

- Grande marche pour la justice climatique, la fin des énergies fossiles et un cessez-le-feu en Palestine. Événement à l'intérieur de la zone bleue. Danger avec certaines pancartes, car certains messages n'ont pas été approuvés par la COP, notamment des messages en lien avec la Palestine. Marc Glogowski s'est même fait interviewer par la RTBF (média belge) sur les raisons de la marche. Le groupe sur la transition juste (TUNGO) a fermé le contingent. Délégués sur place : Kathia Narcisse, Marc Glogowski et Chu Anh Pham.



- Panel intitulé Atlas des compétences francophones dans le secteur des énergies renouvelables organisé par l'Institut de la francophonie pour le développement durable (IFDD) où on a présenté une étude sur les compétences et les emplois en lien avec les énergies renouvelables dans les pays francophones. Une collaboration et un partage des connaissances entre pays francophones seraient souhaités. Constat d'un manque de femmes dans le domaine et de grandes opportunités pour les jeunes.
- Caucus avec le négociateur canadien au Programme de travail sur la transition juste. Bilan des travaux, échange sur les positions respectives et les craintes du Canada. Délégué sur place : Simon Lavigne.
- Panel intitulé « Building Social Protection Systems That Support a Just Transition » au pavillon de la transition juste de l'Organisation internationale du travail. Des panélistes provenant des pays en voie de développement (exemple : Indonésie et Bangladesh) évoquent les mécanismes de protection sociale qu'ils tentent d'instaurer.
- Panel intitulé « La foresterie intelligente face au climat: pour une économie juste, faible en carbone et circulaire » au pavillon du Canada. Prise de contact avec 2 panélistes. Tina Rasmussen : Alliance de 9 nations autochtones sous le Meadow Lake Tribal Council en Saskatchewan qui possède des actifs industriels en foresterie (aménagement, sciage, cogénération, co-entreprise avec Paper excellence pour la pâte). Kate Lindsay : Responsable du développement durable à l'Association des produits forestiers du Canada. Plan de transition vers la carboneutralité avec de nombreuses avenues potentielles (procédés, énergie, bio-raffinage, séquestration dans les bâtiments, CCUS qui pourrait mener à un bilan carboné négatif). Délégué sur place : Simon Lavigne.
- Plénière informelle du président de la COP pour entendre les différentes parties et tenter de réconcilier les différents points de vue. Il a annoncé la création « Majilis », un format de forum traditionnel des Émirats arabes unis pour tenter de faire avancer les choses. Délégué sur place : Patrick Rondeau.
- Tournage des entrevues vidéo avec Kathia Narcisse et Marc Glogowski.
- Souper d'équipe avec le Congrès du travail canadien (CTC). Délégués sur place : Simon Lavigne, Marc Glogowski, Emmanuel Patola, Kathia Narcisse et Chu Anh Pham.



## 10 DÉCEMBRE 2023

- Panel « Fast, Fair, Forever: Why the World Needs a Fossil Fuel Non-Proliferation Treaty » sur lequel siège Patrick Rondeau en compagnie de 5 autres panélistes provenant de 5 pays différents. Il a souligné que la FTQ était la première et seule organisation syndicale à avoir signé ce traité de non-prolifération. Onze pays l'ont signé à l'heure actuelle. Délégués sur place: Patrick Rondeau, Marc Glogowski, Emmanuel Patola, Kathia Narcisse et Chu Anh Pham.
- Rencontre quotidienne de partage d'information TUNGO. Présentation de Laura Martin Murillo, directrice de l'Institut de la transition juste du ministère espagnol pour la Transition écologique et les défis démographiques. Le pays s'est engagé à éliminer le charbon : exemple de la fermeture d'une méga-usine de charbon avec engagement de produire l'équivalent en énergie éolienne. Délégués sur place : Patrick Rondeau, Simon Lavigne, Marc, Glogowski, Emmanuel Patola et Chu AnhPham.

- Événement ACE: « Empowering a Fair, Inclusive, and Just Transition » par Laura Martín Murillo de l'Espagne. Présentation similaire à celle offerte à TUNGO, mais de façon plus élaborée. Délégué sur place : Marc Glogowski.
- Évènement « Credible Climate Leaders or Climate action blockers? Examining the Role of the Fossil Fuel Industry », qui explique comment l'industrie des combustibles fossiles bloque l'action climatique. Les intervenants partagent les points de vue des communautés touchées par l'extraction des combustibles fossiles et comment l'industrie retarde la transition énergétique à travers le monde. Les intervenants proviennent du Nigéria, du Sénégal, des îles des Bahamas et du Canada. Au Canada, les entreprises font de l'écoblanchiment : fausses solutions comme la capture et la séquestration du carbone ou la production d'hydrogène bleu. Délégués sur place: Marc Glogowski et Emmanuel Patola.
- Panel du Aldar Youth Council au Hub de l'Énergie. Présentation de leur accomplissement, de leur vision et leur plan d'action pour 2023-2025. Ce conseil organise des séances de sensibilisation aux changements climatiques et offre de la formation aux étudiants des écoles émirates. Ils ont d'ailleurs établi un record Guinness pour avoir organisé la plus grande séance de sensibilisation avec le plus de nationalités différentes. Déléguée sur place : Kathia Narcisse.
- Atelier d'équipe sur les causes et les effets des changements climatiques organisé par l'organisme Climate Fresk. Il fallait placer les images en ordre chronologique de cause à effet. C'était essentiellement une version imagée du rapport du Intergovernmental Panel on Climate Change qui dresse le portrait actuel et présente divers scénarios possibles selon les mesures mises en place pour éviter une hausse de température au-delà de 1.5 degré Celsius. Déléguée sur place Kathia Narcisse.
- Malgré des négociations « informelles informelles »/ à huis clos pour l'article 6, les observateurs ont finalement été autorisés à participer à deux réunions en soirée. Le premier a porté sur le « Mécanisme de Développement Propre (MDP) » et il y a eu des désaccords sur sa durée d'opérationnalisation, ses délais et ses ressources de financement. Le deuxième caucus a porté sur la procédure de règlement des griefs et s'est terminé sans harmonisation et avec une discussion frustrante sur le paragraphe 9, le mécanisme de règlement des griefs. Délégué en suivi : Emmanuel Patola.
- Atelier sur des approches participatives pour une transition juste avec la collaboration et l'inclusion des communautés locales et peuples autochtones, du groupe de travail YOUNGO et de la circonscription des femmes et du genre. Délégué sur place : Marc Glogowski.
- L'événement « Delivering Integrated Nature and Climate Action in the GST and Beyond », dans le cadre du Bilan Mondial (GST - Global Stocktake, présente une opportunité d'intégrer l'action en faveur du climat et de la biodiversité. Les panélistes discutent ce qui est attendu du Bilan Mondial à la COP28, partagent leurs études sur le terrain, expliquent l'importance de l'intégrité des écosystèmes sur les conséquences pour la nature et les humains. Délégué sur place : Marc Glogowski.



- Séance de « Majilis », un format de forum traditionnel des Émirats arabes unis pour tenter de faire débloquer les choses. Délégués sur place : Patrick Rondeau et Simon Lavigne.
- Rencontre avec Ewa Buzon (Solidarnosc) et Grzegorz Trefon (Kadra) pour parler des plans de transition énergétique et de la transformation du secteur manufacturier en Pologne – particulièrement en électromobilité. Le pays est devenu en 2022 le 2e producteur mondial de batteries lithium-ion (73 GWh, exportations 12 G\$ CAD) et accueille plusieurs des mêmes joueurs qui s'installent dans la filière au Canada (Northvolt, SK, LG, Groupe Volvo). Délégué sur place : Simon Lavigne.

- Suivi des négociations sur les NCQG et la finance climatique. Délégué sur place : Sami Dellah.
- Rencontre quotidienne de partage d'information CAN-RAC. Délégué sur place : Patrick Rondeau, Simon Lavigne, Emmanuel Patola, Marc Glogowski et Chu Anh Pham.
- Tournage de présentation vidéo de Chu Anh Pham avec l'aide d'Emmanuel Patola, repérage de time code et scénarisation de vidéo.
- Soirée réseautage de l'Organisation internationale du travail. Délégués sur place : Patrick Rondeau, Kathia Narcisse, Simon Lavigne, Emmanuel Patola, Marc Glogowski, Sami Dellah et Chu Anh Pham.

## 11 DÉCEMBRE 2023

- Plénière très touchante de la société où on a pu entendre des représentants des différents partis, incluant TUNGO. Accueil chaleureux et chauds applaudissements lorsque la coprésidente de l'assemblée a mentionné qu'elle est Palestinienne. Il a livré un témoignage touchant et les délégués ont scandé en cœur « Cease Fire » Un enfant du Sud Soudan est aussi venu expliquer comment les inondations affectent son comportement et ses rêves. Délégués sur place : tous.
- Reprise des négociations informelles (ouvertes aux observateurs) sur l'article 6.4 de l'Accord de Paris. Demande de retrait de texte par l'Union européenne et du maintien de ce texte pas le groupe Afrique et d'un papier technique du secrétariat de la part de l'AOSIS en raison du flou. Divergences sur les «renouvals» et la transparence. Délégué sur place : Emmanuel Patola.
- Séance de mise à jour ouverte pour toute la délégation canadienne avec l'équipe du ministre de l'Environnement Steven Guilbault en milieu d'après-midi. À un groupe d'environnementalistes, il lui dit déjà que ce que le groupe recherche dans la déclaration finale ne sera pas là. Délégués sur place : tous.



- Séance de mise à jour matinale avec le négociateur en chef de la délégation canadienne pour ceux qui ont une badge rose (partie). Délégués sur place : Patrick Rondeau et Sami Dellah.
- Plénière du président de la COP en soirée et adoption en rafale des textes qui font consensus : « no objection, so it is decided » A-Jaber dit que son MAjlis a fonctionné et a permis de penser autrement et d'arriver une vision différente. Il a aussi fait un survol des textes qui ne font pas consensus. Les travaux se poursuivent en soirée et durant la nuit. Délégués sur place : tous.
- Événement « Just Transition for a Rapid and Equitable Phase Out of Fossil Fuels Extraction ». Ils ont présenté le Equity Review Report Project qui fournit un aperçu des éléments d'équité qui sont reliés aux demandes clés du « Just and Equitable Phase Out ». 200 organisations ont participé à l'exercice. Les conclusions du rapport : terminer en urgence l'extraction des combustibles fossiles dans les endroits où les droits humains sont violés, exiger une suppression progressive de l'extraction au niveau global afin d'atteindre l'objectif du 1.5 degré, assurer une transition juste pour les employés et les communautés, réduire l'extraction plus rapidement dans les pays où les coûts sociaux seront moindres, partager les coûts équitablement en fonction de la capacité des pays d'assumer les coûts. Délégués sur place: Marc Glogowski et Kathia Narcisse.

view Report Project qui fournit un aperçu des éléments d'équité qui sont reliés aux demandes clés du « Just and Equitable Phase Out ». 200 organisations ont participé à l'exercice. Les conclusions du rapport : terminer en urgence l'extraction des combustibles fossiles dans les endroits où les droits humains sont violés, exiger une suppression progressive de l'extraction au niveau global afin d'atteindre l'objectif du 1.5 degré, assurer une transition juste pour les employés et les communautés, réduire l'extraction plus rapidement dans les pays où les coûts sociaux seront moindres, partager les coûts équitablement en fonction de la capacité des pays d'assumer les coûts. Délégués sur place: Marc Glogowski et Kathia Narcisse.

- Conférence de presse de BOGA (Beyond Oil & Gas Alliance Press). Chaque scénario évalué par les scientifiques du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) qui maintiendrait le réchauffement mondial en dessous de 1,5 degré suggère un déclin rapide de la production et de la consommation de pétrole et de gaz dès cette décennie. « En tant que pays, nous comprenons la réalité de la science, et la science dit que nous devons éliminer progressivement les combustibles fossiles », a déclaré Susana Muhamad, ministre colombienne de l'Environnement. Délégué présent: Marc Glogowski.
- Séance quotidienne de partage d'information avec CAN-RAC. Présence de députés fédéraux vert, néo-démocrate et bloquiste. Délégués sur place : Patrick Rondeau, Chu Anh Pham, Emmanuel Patola, Marc Glogowski et Sami Dellah.
- Entretien entre Patrick Rondeau et le journaliste de La Presse présent à Dubaï.
- Tournage d'entrevues vidéo (CAN-RAC, TUNGO, Dialogues pour le climat, Sami) et de présentation avec l'aide de Marc et Emmanuel, repérage de time code et scénarisation des capsules. Délégués sur place : Chu Anh Pham, Marc Glogowski, Emmanuel Patola et Sami Dellah

## 12 DÉCEMBRE 2023

- Réunion quotidienne de partage d'information TUNGO. Délégué sur place : tout le monde.
- Tournage de présentation et de visuel pour le projet vidéo. Délégués sur place : Emmanuel Patola, Kathia Narcisse et Chu Anh Pham.



## 13 DÉCEMBRE 2023



### RETOUR.

Annonce d'une déclaration finale en plein vol et rédaction de communiqué de presse en avion. Gros gain alors que la notion de droit des travailleurs est incluse pour la première fois dans le texte final.

Voir communiqué de presse ci-contre.

Lien vers le communiqué : <https://ftq.qc.ca/cop28-un-enorme-gain-pour-les-travailleuses-et-travailleurs/>

LA FTQ À LA COP28

### Une voix syndicale forte en période de crise

Depuis 2015, la FTQ participe activement aux différentes conférences de la COP, et cette année ne fait pas exception. Forte d'une délégation comprenant le secrétaire général, le directeur du service de l'environnement et de la transition juste et des personnes déléguées provenant des syndicats affiliés (SCFP, SEPB, Unifor, TUAC), la FTQ a fait entendre la voix des travailleuses et des travailleurs pour défendre le concept de **transition juste** qui assure une participation dans les décisions affectant les milieux de travail. L'idée n'est pas de gérer des pertes d'emplois, mais bien de préserver des emplois et d'améliorer les conditions de travail.

#### « Rien sur nous, sans nous »

- Slogan syndical dans les COP

La FTQ est extrêmement fière d'une avancée majeure obtenue dans le texte final de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques

(CCNUCC). Pour la première fois, le terme « droit des travailleurs » y est inclus, ce qui accorde un énorme pouvoir de légitimité et de revendication.

« L'ajout de ces mots avec les notions de travail décent et d'emploi de qualité renforcera nos actions futures pour faire partie des discussions et



La délégation de la FTQ à la COP28 à Dubaï. De gauche à droite : Emmanuel Patola (SCFP), Simon Lavigne (Unifor), Chu Anh Pham (FTQ), Patrick Rondeau (FTQ), Sami Deltah (TUAC), Marc Glogowski (SEPB), Kathia Narcisse (SEPB).

des solutions. Ce n'est pas seulement un gain pour les personnes syndiquées, mais aussi pour toutes les travailleuses et tous les travailleurs de la planète qui subissent les impacts des changements climatiques. Lutter contre ces changements entraînera des pertes d'emploi, mais aussi de nouvelles opportunités», a déclaré le secrétaire général de la FTQ, Denis Bolduc.

Les principes de transition juste, qui permettraient aux travailleuses et travailleurs d'être partie prenante dans les décisions liées aux changements cli-

matiques, incluent le dialogue social, la protection sociale, le droit du travail et le travail décent, tels que définis par l'Organisation internationale du travail (OIT), principes qu'appuie la FTQ.

Aussi, les organisations de la société civile présente, dont la FTQ, en ont appelé à une sortie des énergies fossiles, mais cela doit s'accompagner d'une transition juste pour les travailleuses et travailleurs, ainsi que les populations civiles, ce qui représente un grand défi. Par exemple, il faut savoir

que le G20 prône une sortie graduelle des énergies fossiles sans captation. Autrement dit, les technologies de captation de carbone, inefficaces pour le moment, permettraient à des États, comme le Canada, de poursuivre son expansion des énergies fossiles. La production et la combustion des énergies fossiles sont les premières causes du réchauffement climatique mondial.

La question de la gouvernance fait également l'objet de débat. Déjà, au Québec, le gouvernement de François Legault prône un déploiement de l'hydrogène vert, du gaz naturel renouvelable, de l'énergie éolienne et autres, sous un contrôle totalement privé. Pour la FTQ, il n'y a pas d'ambiguïté, les énergies renouvelables doivent être sous contrôle public au Québec.

#### Déception sur les énergies fossiles

Après de longues discussions, les États participants

à la COP28 ont finalement adopté une résolution et lancé un appel à « abandonner progressivement les énergies fossiles », principales responsables du réchauffement climatique. Quoique déçue, la FTQ reconnaît qu'il y a eu des avancées, mais estime que le texte final adopté est loin d'un engagement clair et ferme. L'inclusion du langage actuel, bien qu'insuffisant, met en relief toute la difficulté de sortir des énergies combustibles et que le travail doit se poursuivre.

La FTQ va continuer de militer pour une sortie complète du pétrole, du gaz naturel et du charbon. Est-il besoin de rappeler que la COP28 s'est déroulée dans un État pétrolier avec une participation record de lobbyistes favorables aux hydrocarbures, soit plus de 2400. Cela démontre que la présence de la société civile, dont les organisations syndicales, est plus qu'essentielle pour faire contre-poids et faire entendre la voix des travailleuses et travailleurs. ■



## Bilan de la COP29 Un échec pour les pays les plus pauvres

**Montréal, le 24 novembre 2024.** – La Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec ne peut qu'exprimer sa profonde déception face au manque d'ambition des pays développés pour lutter efficacement contre les changements climatiques. Présente à la COP29, à Bakou, la délégation de la FTQ constate que cette 29e conférence se termine sans avancées ni engagements concrets.

*« La COP29 a donné des résultats insuffisants. Le temps passe, les changements climatiques, eux, continuent de faire leurs ravages partout sur la planète, et le Québec n'y échappe pas. Il est impératif que les pays développés assument leurs responsabilités et démontrent un véritable leadership en matière de climat. Leur inaction, particulièrement à l'endroit des pays en développement, compromet l'avenir de notre planète »,* déclare le secrétaire général de la FTQ, Denis Bolduc.

De plus, la FTQ déplore le manque de sérieux des pays développés quant au montant d'au moins 300 milliards de dollars par année débloqué pour les pays en développement afin de faciliter leur adaptation aux changements climatiques, ce qui est nettement insuffisant pour faire une différence. *« Les pays les plus riches agissent comme si de rien n'était en pelletant le problème des changements climatiques par en avant. Encore une fois, le lobby du pétrole a su imposer son agenda du statu quo »,* déplore le secrétaire général.

La FTQ appelle le gouvernement canadien à prendre ses responsabilités et à servir d'exemple dans la transition vers une sortie graduelle des combustibles fossiles. La position du Canada, qui a bloqué des propositions pour des mécanismes concrets de mise en œuvre de la transition juste, est incompréhensible et va à l'encontre des intérêts des travailleuses et travailleurs.

Pourtant, les impacts des changements climatiques sont pourtant bien réels, ici, au Canada : feux de forêt dévastateurs, inondations, pertes agricoles, vagues de chaleur accablantes. Ces phénomènes affectent directement la population et les travailleuses et travailleurs, et leurs coûts sont supportés par tous les citoyennes et citoyens.

Également, la FTQ est particulièrement préoccupée par le blocage, par des pays tels que la Russie, l'Arabie saoudite ainsi que les membres du Groupe des pays arabes (AGN), des textes visant à intégrer des approches sensibles au genre et basées sur les droits humains, y compris les droits du travail, dans les politiques climatiques. Cette obstruction inacceptable va à l'encontre des principes fondamentaux de justice sociale et d'équité.

Malgré ce contexte préoccupant, un élément positif ressort de cette COP29 : l'action syndicale y a pris une ampleur inégalée. *« En tant que co-coordonnateur et membre de la délégation internationale des Organisations syndicales non gouvernementales (TUNGO), la FTQ s'est illustrée sur toutes les plateformes disponibles, confirmant ainsi l'importance du rôle des syndicats dans la lutte contre les changements climatiques. Il est temps d'agir avec détermination pour assurer un avenir durable et équitable pour tous et toutes »*, conclut le secrétaire général de la FTQ Denis Bolduc.

La FTQ, la plus grande centrale syndicale au Québec, représente plus de 600 000 travailleurs et travailleuses.

– 30 –

Source : FTQ

Renseignements : Jean Laverdière, 514 893-7809, [jlaverdiere@ftq.qc.ca](mailto:jlaverdiere@ftq.qc.ca)



Fédération  
des travailleurs  
et travailleuses  
du Québec

**FTQ**

# COMMUNIQUÉ

## CO28 à Dubaï Maintenir la pression pour lutter contre les changements climatiques

**Montréal, le 27 novembre 2023.** – La Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), fidèle à son engagement envers les enjeux environnementaux, portera la voix des travailleuses et travailleurs dans le cadre de la COP 28 lors des négociations de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques qui se déroulera du 30 novembre au 12 décembre à Dubaï. La délégation de la FTQ sera entre autres composée de la présidente, Magali Picard, et du secrétaire général, Denis Bolduc, ainsi que de déléguées et délégués œuvrant dans différents secteurs de l'économie (commerce, alimentation, transport collectif, énergie, foresterie, transformation industrielle) et provenant de différents affiliés (SEPB, TUAC, SCFP, Unifor). À noter que la FTQ participe à ces conférences depuis le tout début en 2015.

*« Il faut maintenir la pression sur nos politiciens, même à l'étranger, pour s'assurer qu'ils assument leurs responsabilités et respectent leurs engagements. Par exemple, les énergies renouvelables doivent rester sous contrôle public alors que le gouvernement du Québec prône un déploiement de certaines énergies en laissant la voie libre au privé. Et souhaitons-nous vraiment permettre au Canada de poursuivre l'expansion de ses énergies fossiles en utilisant des technologies de captation de carbone qui sont inefficaces ? La réponse est non ! »,* soutient la présidente de la FTQ, Magali Picard.

*« Si le choix du pays hôte peut sembler paradoxal par rapport aux objectifs de la conférence, la FTQ reconnaît le principe d'alternance des continents de l'ONU dans la sélection des pays organisateurs. Les défis actuels sont trop importants pour pratiquer la politique de la chaise vide. En tant que centrale syndicale, nous estimons avoir un rôle essentiel à jouer auprès de nos membres »,* explique le secrétaire général de la FTQ, Denis Bolduc.

### **Transition juste**

Le concept de transition juste est utilisé à l'échelle internationale et vise à protéger la main-d'œuvre touchée par la transformation vers une économie verte. La FTQ s'assurera que le Programme de travail sur la transition juste, qui sera négocié, s'inscrira dans les principes de l'Organisation internationale du travail, c'est-à-dire par un dialogue social, la protection sociale, le droit du travail et le travail décent.

« La transition juste est un terme souvent galvaudé et noyé à travers différents concepts comme la transition verte, la transition énergétique, la transition socio-économique ou la transition environnementale. Même le gouvernement canadien a préféré utiliser le terme emplois durables pour favoriser la création d'emplois dans son dernier projet de loi », explique le directeur du service de l'environnement et de la transition juste de la FTQ, Patrick Rondeau.

Parmi les pistes de solutions explorées : organiser des comités paritaires axés sur l'environnement et le développement durable dans les milieux de travail, intégrer les enjeux de transition aux formations syndicales de base, négocier des articles de convention collective liés à ces enjeux (ex. : congé d'éducation payé).

La transition touche plusieurs emplois et régions et ne se déploie pas de la même façon ni à la même vitesse partout au Québec. La délégation de la FTQ surveillera et interviendra notamment sur ces enjeux : valorisation du transport collectif, carboneutralité des entreprises, décarbonation des procédés industriels, électrification des transports, protection des écosystèmes et de la biodiversité.

La FTQ, la plus grande centrale syndicale au Québec, représente plus de 600 000 travailleurs et travailleuses.

– 30 –

Source : FTQ

Renseignements

À Dubaï : Chu Anh Pham, 514 984-1460, [cpham@ftq.qc.ca](mailto:cpham@ftq.qc.ca)

Au Québec : Jean Laverdière, 514 893-7809, [jlaverdiere@ftq.qc.ca](mailto:jlaverdiere@ftq.qc.ca)



Fédération  
des travailleurs  
et travailleuses  
du Québec

**FTQ**

# COMMUNIQUÉ

**COP28**

## **Un énorme gain pour les travailleuses et travailleurs**

**Montréal, le 13 décembre 2023.** – La Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) est extrêmement fière d'une avancée majeure obtenue dans le texte final de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) à Dubaï. Pour la première fois, le terme « droit des travailleurs » y est inclus, ce qui accorde un énorme pouvoir de légitimité et de revendication.

*« L'ajout de ces mots avec les notions de travail décent et d'emploi de qualité renforcera nos actions futures pour faire partie des discussions et des solutions. Ce n'est pas seulement un gain pour les personnes syndiquées, mais aussi pour toutes les travailleuses et tous les travailleurs de la planète qui subissent les impacts des changements climatiques. Lutter contre ces changements entraînera des pertes d'emploi, mais aussi de nouvelles opportunités; rester passif devant la destruction de la planète n'est pas une solution »,* déclare le secrétaire général de la FTQ, Denis Bolduc.

### **Le fruit d'un long labeur**

Le mouvement syndical, incluant la FTQ, par la voix de la Trade Union Non-Governmental Organizations (TUNGO), qui est la seule entité officielle des Nations unies pour faire entendre la voix des travailleuses et travailleurs, a grandement contribué à ce gain. TUNGO regroupe plus de 300 organisations syndicales à travers plus de 160 pays et représente près de 200 millions de membres.

*« Ce travail est le fruit d'une riche collaboration entre tous les syndicats du monde et nous sommes fiers d'avoir pu y contribuer, alors que nous avions la plus importante délégation syndicale de la COP »,* ajoute le secrétaire général.

Les principes de transition juste, qui permettraient aux travailleuses et travailleurs d'être partie prenante dans les décisions liées aux changements climatiques, incluent le dialogue social, la protection sociale, le droit du travail et le travail décent, tels que définis par l'Organisation internationale du travail (OIT), principes qu'appuie la FTQ.

### **Déception sur les énergies fossiles**

La grande déception concerne les énergies fossiles. La FTQ reconnaît qu'il y a eu des avancées, mais estime que le texte final adopté en *appelant les parties à amorcer une*

*transition pour éliminer toute forme de combustible fossile est loin d'un engagement clair et ferme. L'inclusion du langage actuel, bien qu'insuffisant, met en relief toute la difficulté de sortir des énergies combustibles et que le travail doit se poursuivre.*

*« La FTQ va continuer de militer pour une sortie complète du pétrole, du gaz naturel et du charbon. La COP28 s'est déroulée dans un état pétrolier avec une participation record de lobbyistes favorables aux hydrocarbures, soit plus de 2400. Cela démontre que la présence de la société civile, dont les organisations syndicales, est plus qu'essentielle pour faire contrepoids », conclut le secrétaire général de la FTQ, Denis Bolduc.*

– 30 –

Source : FTQ

Renseignements : Jean Laverdière, 514 893-7809, [jlaverdiere@ftq.qc.ca](mailto:jlaverdiere@ftq.qc.ca)

# ENTREVUES

## Entrevues données par Magali Picard, présidente de la FTQ

28 novembre 2023

- Madeleine Blais-Morin, radio de Radio-Canada, reçoit Magali Picard dans l'émission *Ça nous regarde* <https://ici.radio-canada.ca/ohdio/premiere/emissions/ca-nous-regarde/episodes/804157/rattrapage-mardi-28-novembre-2023>
- Entrevue au Bureau parlementaire du Journal de Montréal
- Entrevue avec Patrick Lagacé, 98,5 FM <https://www.985fm.ca/audio/593228/les-travailleurs-et-travailleuses-ne-sont-pas-contents-ils-sont-faches>
- Entrevue, LCN le matin.

29 novembre 2023

- Entrevue avec Yves Poirier, TVA <https://www.tvanouvelles.ca/2023/11/29/de-retour-a-montreal-le-message-de-magali-picard-aux-syndiques>
- Entrevue avec Patrick Masbourian, radio de Radio-Canada
- Entrevue RDI, Julie Drolet Radio-Canada
- Entrevue avec Louis Lacroix, 98,5 FM <https://www.985fm.ca/audio/593318/on-a-tous-fait-nos-devoirs-dit-magali-picard>
- Entrevue avec Patrice Roy, RDI <https://ici.radio-canada.ca/info/videos/1-8859354/entrevue-avec-magali-picard?isAutoPlay=1>
- Entrevue avec Paul Larocque, LCN-TVA <https://www.tvanouvelles.ca/2023/11/29/voyage-a-dubai-magali-picard-realise-ce-que-cest-de-devenir-une-personne-publique-et-admet-avoir-fait-une-erreur>

## Entrevues données par Denis Bolduc, secrétaire général de la FTQ

25 novembre 2023

- Le Devoir, La force verte des travailleurs <https://www.ledevoir.com/environnement/802437/force-verte-travailleurs>

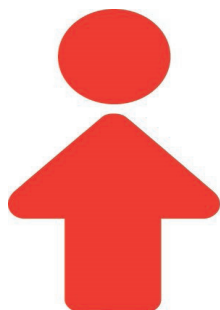
29 novembre 2023

- Entrevue à la radio de Radio-Canada <https://ici.radio-canada.ca/ohdio/premiere/emissions/c-est-encore-mieux-l-apres-midi/episodes/749114/rattrapage-mercredi-29-novembre-2023>
- Entrevue au 98,5 FM <https://www.985fm.ca/audio/593301/magali-picard-a-dubai-pour-la-cop-28-la-ftq-a-un-role-politique-a-jouer>

## Entrevues données par Patrick Rondeau, directeur du service Environnement et Transition juste de la FTQ

Novembre 2023

- Entrevue à La Presse, Jean-Thomas Léveillé, *La "COP de la vérité" pour mettre le monde face à ses contradictions* <https://www.lapresse.ca/actualites/environnement/28e-conference-des-nations-unies-sur-le-climat/cap-sur-la-cop28/2023-11-26/28e-conference-des-nations-unies-sur-le-climat/la-cop-de-la-verite-pour-mettre-le-monde-face-a-ses-contradictions.php>
- Entrevue à RDI



---

**FTQ**



**Desjardins**

**Caisse des Travailleuses  
et Travailleurs unis**

